

50896



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/346  
E/CN.14/LU/ECOP/12  
10 décembre 1965

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA REUNION SOUS-REGIONALE SUR  
LA COOPERATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'EST

RAPPORT DE LA REUNION SOUS-REGIONALE  
SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'EST

(Lusaka, 26 octobre - 2 novembre 1965)

A. ORGANISATION DES TRAVAUX ET PARTICIPATION AUX SEANCES

1. La Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'est s'est réunie à Lusaka (Zambie) du 26 octobre au 2 novembre 1965, conformément à la décision prise par la Commission économique pour l'Afrique à sa septième session et exprimée dans sa résolution 142 (VII), qui recommandait aux Etats membres "de créer au plus tôt, sur le plan sous-régional, un mécanisme intergouvernemental chargé de l'harmonisation du développement économique et social de la sous-région, compte tenu de l'expérience acquise en Afrique et en dehors d'Afrique au sujet de dispositions institutionnelles analogues".

2. Les documents soumis à la réunion avaient été élaborés par le secrétariat de la Commission et par ses consultants, parmi lesquels figuraient des experts mis à la disposition de la CEA par certains pays donateurs, au titre d'accords bilatéraux.

3. M. N. Nalilungwe (Zambie) a été élu président de la réunion. Deux comités ont été constitués : le Comité I, sous la présidence de H. L. Lubowa (Ouganda), a traité des parties I et III de l'ordre du jour, et le Comité II, sous la présidence de M. J. Tembo (Malawi), a traité de la partie II. Chaque comité a soumis un rapport qui a été adopté en séance plénière.

4. Des représentants des pays de la sous-région : Burundi, Ethiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie, ont assisté à la réunion. Des observateurs des pays membres et membres associés suivants étaient présents : République démocratique du Congo, France, Ile Maurice, Rhodésie et Royaume-Uni. Les pays suivants avaient également envoyé des observateurs : Autriche, Belgique, Etats-Unis, Finlande, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, République

fédérale d'Allemagne, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées : FAO, OACI, UNESCO, OMS, ainsi que le Bureau de l'assistance technique des Nations Unies. L'EACSO et l'OUA étaient également représentées. On trouvera la liste des participants à l'annexe I.

5. L'ordre du jour provisoire élaboré par le secrétariat a été examiné en séance plénière et adopté sans modifications. Il est joint en annexe (annexe II).

6. La réunion a été ouverte le 26 octobre 1965 par M. Kenneth Kaunda, Président de la République de Zambie, dont la déclaration est reproduite à l'annexe III. Des allocutions inaugurales ont été prononcées par M. T. Mboya, Président de la septième session de la Commission, M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et M. Claude Segbenou, représentant du Secrétaire général administratif de l'OUA. Ces allocutions sont reproduites aux annexes IV, V et VI.

7. A ses séances plénières du 29 octobre, la Réunion a adopté à l'unanimité la résolution présentée par le Comité I sur la communauté économique de l'Afrique de l'est, ainsi que les résolutions présentées par ce même comité sur une compagnie de transport aérien commune en Afrique de l'est, l'agriculture, les télécommunications, les transports, le commerce extérieur, le tourisme, la main-d'oeuvre technique et les cadres professionnels, les transports maritimes, les paiements, les ressources naturelles et le secrétariat permanent. On trouvera le texte de ces résolutions à l'annexe VII.

8. A sa séance de clôture du 2 novembre, la Réunion a adopté à l'unanimité les rapports des comités I et II et les résolutions présentées par le Comité II sur : la coordination industrielle, l'industrie des appareils de radio, la recherche industrielle, la normalisation, le développement des petites industries, une demande adressée au Fonds spécial des Nations Unies au sujet d'un projet sous-régional pour la

mise en valeur du gaz méthane du Lac Kivu (Rwanda), l'industrie de transformation du cuivre, l'épargne intérieure; elle a également adopté une motion de félicitations au bureau de la réunion, au secrétariat et au bureau sous-régional pour l'Afrique de l'est, ainsi qu'un vote de remerciements à S.E. H. K. Kaunda et au peuple et au Gouvernement de la République de Zambie. D'autre part, la Réunion a adopté à l'unanimité les résolutions présentées par le Comité I sur l'assistance technique et la coordination des plans nationaux de développement. Les rapports des deux comités ont été intégrés dans le texte du présent rapport. Les résolutions sont reproduites à l'annexe VI.

Les représentants de la France, de l'Inde, d'Israël, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont prononcé des allocutions à la séance de clôture. Les représentants des pays exportateurs de capitaux ont promis de fournir du matériel et un appui technique pour la mise en oeuvre effective des objectifs de la communauté économique de l'Afrique de l'est dont la création est envisagée. Au nom des institutions spécialisées, les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont donné l'assurance d'apporter une coopération étroite.

## B. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

### COMITE I

#### a) Intégration économique

Le Comité I a discuté le document E/CN.14/LU/ECOP/8 au titre du point 4 de l'ordre du jour. Diverses délégations ont indiqué qu'elles n'avaient pas reçu de leurs gouvernements les pouvoirs nécessaires pour prendre des engagements définitifs au sujet d'un système intergouvernemental de coopération économique. Les débats de la Conférence devront tendre à l'obtention d'un accord général sur les principales questions et à la mise au point de résolutions contenant les recommandations des gouvernements de l'Afrique de l'est.

En conséquence le secrétariat a été prié de mettre les paragraphes pertinents du document, en y apportant les amendements décidés par le Comité, sous la forme d'une recommandation de la Conférence aux gouvernements, aux termes de laquelle elle leur conseillerait de créer une communauté économique de l'Afrique de l'est. Le secrétariat a également été invité à rédiger un projet de résolution dans ce sens.

Le Comité est parvenu à un accord général sur la nécessité de constituer un conseil des ministres qui serait l'organe principal de la communauté dont elle assumerait la direction, suivant la proposition contenue dans le document E/CN.14/LU/ECOP/8. Des opinions assez diverses ont été exprimées sur l'opportunité de créer un organe supérieur doté de l'autorité nécessaire pour coiffer le conseil des ministres. Les participants sont finalement convenus qu'il fallait trouver les moyens de faire participer les autorités gouvernementales et en particulier les chefs de gouvernement des Etats membres aux décisions les plus importantes prises par la Communauté, mais qu'il n'était pas nécessaire de prévoir au traité, dans le cadre de l'organisation de la Communauté, des réunions périodiques des chefs de gouvernement en personne.

Le Comité a admis qu'un seul comité polyvalent, le comité économique proposé au document E/CN.14/LU/ECOP/8, devait être prévu au traité pour l'usage du conseil des ministres; il ne sera pas nécessaire de mentionner au traité les autres comités spécialisés dont la création était suggérée dans le document. Le Conseil des ministres devra avoir pouvoir de constituer, sur la recommandation du comité économique et selon les besoins, des sous-comités ou des groupes spéciaux de ministres ou de fonctionnaires. Le Conseil des ministres, de même que le comité économique, devra également être en mesure de faire appel à des ministres ou à des fonctionnaires, ou de les désigner, lorsque les connaissances spécialisées de ceux-ci seront nécessaires, à un stade quelconque des travaux de ces deux organes.

Le projet de résolution (E/CN.14/LU/ECOP/C.1/1) et le projet de rapport (E/CN.14/LU/ECOP/C.1/2) demandés par le Comité ont été rédigés par le secrétariat et soumis au Comité.

En les présentant, le secrétariat a appelé l'attention des participants sur les questions particulières de politique générale et d'échelonement dans le temps qui lui restaient à régler.

Les considérants et les paragraphes du dispositif ont été discutés un par un et adoptés à l'unanimité avec certains amendements, en vue de leur soumission à la Conférence.

Les principales questions sur lesquelles ont porté les débats étaient les suivantes : possibilité d'entreprendre des travaux portant sur la coopération économique au plan sous-régional en attendant l'élaboration et la mise en vigueur du traité; dates limites à fixer aux gouvernements des pays d'Afrique de l'est pour signifier leur accord sur la recommandation relative à la création de la communauté; organisation d'un conseil des ministres intérimaire. Il a été convenu qu'en raison du délai nécessaire à certains gouvernements, la notification d'acceptation devrait parvenir dans les trois mois au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

Si six pays au moins ont exprimé leur accord à la fin de cette période, le conseil des ministres intérimaire devra être constitué dans le mois qui suivra. Cependant, si tous les gouvernements de la sous-région avaient signifié leur acceptation avant l'expiration du délai de trois mois, le conseil des ministres intérimaire pourrait commencer à fonctionner dans le mois qui suivra la signification de la dernière acceptation.

Le projet de rapport a également été examiné paragraphe par paragraphe et un certain nombre d'amendements y ont été apportés. Les participants ont, dans l'ensemble, été d'avis que la section pertinente du traité devait à la fois faire état de la continuité de la communauté et permettre aux Etats membres de réviser, périodiquement, son fonctionnement et sa portée; il a été convenu que cette révision aurait lieu tous les dix ans ou avant l'expiration de ce délai, si les membres en décidaient ainsi à l'unanimité.

Quant au secrétariat permanent de la communauté, le Comité s'est mis d'accord sur les principes suivants : un secrétariat permanent

sera constitué; au stade initial, la Commission économique pour l'Afrique sera priée d'apporter son concours pour l'organisation, le recrutement du personnel et le fonctionnement du secrétariat; Lusaka sera le siège de cet organisme.

b) Autres éléments d'intégration économique

Le Comité a examiné les points 10 à 16 de la section III de l'ordre du jour et il a adopté les résolutions consacrées aux sujets suivants : commerce, une compagnie de transport aérien commune en Afrique de l'est, transport, télécommunications, agriculture, tourisme, main-d'oeuvre, transport maritime, ressources naturelles, paiements.

Au cours des débats consacrés au projet de résolution sur les transports, l'observateur de la République démocratique du Congo a présenté une communication dans laquelle il signalait à l'attention de la Conférence les moyens de transport que le réseau ferroviaire du Congo et les ports d'Albertville et de Kigoma pourraient offrir pour relier la Zambie à l'Afrique de l'est et la sous-région d'Afrique de l'est à la sous-région d'Afrique centrale. Il a indiqué que son Gouvernement désirerait participer aux travaux de la sous-région d'Afrique de l'est dans le domaine des transports et les autres domaines d'intérêt mutuel.

La délégation du Royaume-Uni a fait savoir au Comité que le Gouvernement du Royaume-Uni et celui du Canada avaient décidé d'entreprendre l'étude, y compris les levés topographiques, de la voie ferrée à établir entre la Tanzanie et la Zambie et elle a fourni le détail des crédits réservés au financement de cette étude.

Le Comité a pris acte de ces deux déclarations.

COMITE II - HARMONISATION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Débat général

1. Le programme de coordination et de développement industriels proposé pour l'Afrique de l'est dans les divers documents soumis à la Conférence a été brièvement présenté par le secrétariat à la séance

d'ouverture; puis le Comité est passé à l'examen des diverses études particulières. Les principes adoptés dans le plan envisagé pour aboutir à une répartition équitable des industries ont été exposés. Les résultats obtenus ont été acceptés en principe et considérés comme complets, utiles et suffisamment concrets pour servir de base à des négociations et des débats sur la coordination industrielle dans la sous-région.

2. Le Comité a admis que, si le problème du développement industriel était abordé sous l'angle sous-régional, il en résulterait probablement une industrialisation sensiblement plus rapide que si les pays s'y engageaient séparément. Les participants ont reconnu que le cadre sous-régional permettait de dégager de multiples possibilités industrielles supplémentaires, mais ils ont admis que la nécessité de disposer d'un personnel technique et de cadres de direction plus nombreux pourrait être un élément restrictif.

3. Le secrétariat a en outre expliqué aux participants que ces études, malgré leurs lacunes, marquaient la fin de la phase des études industrielles de la CEA qui devaient précéder les études relatives aux possibilités de réalisation proprement dites et qu'il conviendrait ensuite d'entreprendre des études détaillées sur ces possibilités de réalisation dans certains secteurs déterminés. Les participants ont adressé des félicitations au secrétariat sur la qualité et le volume du travail accompli.

#### Sidérurgie, industries mécaniques, industries électriques

4. Les consultants ont exposé les bases adoptées pour la comparaison des avantages relatifs des divers emplacements où l'on pourrait installer des usines sidérurgiques et le représentant de la Commission économique pour l'Afrique a fourni des renseignements sur les diverses usines proposées, à savoir les usines intégrées de Rhodésie, d'Ouganda et de Zambie et les installations de relaminage de Tanzanie, d'Ethiopie et de Madagascar, compte tenu d'un programme de développement échelonné dans le temps. Les participants se sont félicités des méthodes adoptées



et les propositions de la Commission économique pour l'Afrique ont été acceptées en principe par certains pays, pour ce qui est des usines à établir sur leurs territoires. D'autres représentants ont également exprimé leur satisfaction en présence des propositions préconisant la création d'une industrie sidérurgique à l'intérieur, ce qui permettra de réduire les frais de transport. Le Comité a été informé des travaux actuellement en cours dans certains pays, en prévision de l'implantation d'une industrie intégrée. La proposition prévoyant la création d'une industrie sidérurgique en Ouganda a été évoquée. Ce projet n'est pas nouveau et sa rentabilité s'est démontrée. Le secrétariat a été prié d'exposer les raisons pour lesquelles la production de l'installation de relaminage prévue pour Dar es-Salaam ne couvrirait qu'un tiers environ des besoins totaux de la sous-région pour ce qui est des tôles. On lui a répondu qu'il avait été estimé souhaitable d'installer des usines de relaminage d'une capacité rentable en Ouganda et en Rhodésie, en plus de l'usine prévue pour la Tanzanie.

Le Comité s'est félicité de la souplesse des propositions de la Commission économique pour l'Afrique en ce qui concerne le développement échelonné de l'industrie sidérurgique et les consultants ont été invités à fournir des estimations relatives aux dépenses supplémentaires d'équipement que pourrait entraîner la dispersion de l'industrie.

5. Les documents relatifs aux industries mécaniques et aux industries électriques (E/CN.14/INR/90 et E/CN.14/INR/89) ont été présentés à la même séance. On a indiqué que la production de bicyclettes ne réclamait pour être rentable qu'une capacité relativement réduite, mais on a fait ressortir que, si des usines de faible capacité pouvaient faire des bénéfices dans d'autres pays, il serait avantageux néanmoins que la capacité prévue soit relativement forte. On a estimé que des études plus poussées devront être consacrées à l'industrie électrique.

#### Fabrication de postes de radio

6. La délégation de la Zambie a présenté un bref document sur la fabrication des postes de radio. Ce document donnait les grandes lignes

des réalisations portant sur l'établissement en Zambie d'une usine destinée à la fabrication de postes de radio. Selon les prévisions, cette usine travaillera à pleine capacité avant la fin de 1966. Des représentants ont fait savoir au Comité que des ateliers de montage de postes de radio étaient en cours d'installation dans leurs pays. Une note a été prise que des usines devaient être implantées au Malawi et en Tanzanie. Conformément à l'Accord de Kampala, l'usine de Tanzanie alimentera également les deux autres pays de l'ancienne Afrique orientale, le Kenya et l'Ouganda. Des renseignements ont été fournis sur les usines existant en Rhodésie et au Rwanda.

7. Le secrétariat a été invité à entreprendre une étude approfondie sur les possibilités actuelles et futures offertes à la fabrication de postes de radio sur une base nationale ou sur une base sous-régionale.

#### Métaux non ferreux

8. Le représentant du Malawi a présenté un tableau des possibilités offertes à la fabrication de l'aluminium à partir de la bauxite des gisements du Malawi; il a indiqué que son Gouvernement avait déjà entrepris une étude des possibilités de réalisation en prévision de l'exploitation de ces gisements. Son Gouvernement étudierait volontiers avec d'autres gouvernements toutes propositions relatives à la création d'usines de laminage utilisant l'aluminium produit par le Malawi.

9. On a exposé ensuite les considérations liées à la création d'usines de fabrication d'articles en cuivre. Au cours des débats, les représentants ont souligné la nécessité d'implanter des usines de ce type destinées à alimenter à la fois le marché africain et les marchés d'exportation, notamment dans des pays comme la Zambie. Le secrétariat a été prié d'effectuer une étude détaillée à ce sujet.

#### Produits chimiques et engrais, pétrole et produits pharmaceutiques

10. Les documents de travail étaient les suivants : E/CN.14/INR/83, E/CN.14/INR/81 et E/CN.14/INR/91.

11. On a expliqué en détail les méthodes adoptées dans le document E/CN.14/INR/83 et on a signalé certaines modifications apportées à un amendement relatif aux propositions concernant les usines, telles qu'elles figurent au document final consacré à la coordination industrielle. Des études complémentaires seront nécessaires sur les coûts de production et de transport des engrais.

12. Au cours d'un débat animé, on a reconnu sans réserve le rôle important qui revenait à ces industries; diverses conceptions ont été formulées en outre sur les ressources qui existaient dans certains pays et sur les méthodes permettant d'aborder la question des frais de transport. Les participants ont considéré en général que l'étude présentée sous la cote E/CN.14/INR/83 était complète et détaillée et que le groupe d'experts qui doit être constitué sous les auspices du Conseil des ministres intérimaire envisagé pourrait s'en inspirer.

13. Les participants ont reconnu que les propositions relatives à l'industrie des produits pharmaceutiques méritaient une étude approfondie de la part des pays de la sous-région. En ce qui concerne le pétrole, un complément d'études sera nécessaire. Le Comité a noté que le Rwanda possédait des installations lui permettant de produire une grande variété de vaccins qui suffiraient à couvrir les besoins de la sous-région.

#### Ciment et industries connexes

14. Les participants ont examiné ensuite le rapport du secrétariat sur le ciment et les industries connexes (E/CN.14/INR/84). Ils ont noté que l'industrie du ciment avait marqué dans la sous-région des progrès rapides depuis 1950. Toutefois, la sous-région dans son ensemble n'a pas encore atteint l'autonomie; il lui faut encore importer 30 pour 100 de ses besoins intérieurs. En outre, la projection de la demande indique que le déficit actuel de la sous-région pourrait continuer de croître pour atteindre 2 millions de tonnes par an en 1975. Le Comité a reconnu qu'il serait nécessaire d'entreprendre l'expansion de l'industrie, conformément aux programmes présentés en détail dans le document.

15. On a admis que le développement de l'industrie était possible dans le cadre des projets nationaux, mais on a signalé également qu'il y aurait avantage à entreprendre ce développement sur le plan sous-régional. Il est possible que les cimenteries actuelles, auxquelles s'ajouteraient de nouvelles usines, alimentent les pays de la sous-région qui, pour des raisons de prix de revient ou même faute des matières premières essentielles, ne seraient pas en mesure d'avoir leurs propres cimenteries. Le Comité a insisté en outre sur la nécessité d'échelonner le développement de l'industrie dans le temps, compte tenu de la coopération sous-régionale dans le domaine des approvisionnements.

#### Verre

16. Le Comité a également examiné le rapport du secrétariat consacré à l'industrie du verre (E/CN.14/INR/93). Il a admis qu'il était possible de se fonder sur des entreprises nationales pour la production des articles en verre. En ce qui concerne le verre à vitre, il a reconnu que des projets multinationaux seraient nécessaires. Le Comité a pris note des trois projets multinationaux recommandés dans le document. Il a été informé que le Kenya avait des plans déjà avancés en vue de la création d'une industrie du verre à Mombassa.

#### Industrie du thé

17. Le Comité a étudié le document sur l'industrie du thé en Afrique de l'est (E/CN.14/INR/98) présenté par le secrétariat qui a recommandé qu'une collaboration plus étroite s'établisse entre les Instituts de recherche sur le thé de l'Afrique de l'est et du Malawi, en vue de l'étude du mécanisme des réactions qui se produisent au cours du roulage et de la fermentation, et de l'appréciation scientifique du système CTC et de la machine à rotor utilisés pour le roulage, méthodes qui donneraient un thé préparé de meilleure qualité.

18. Le document contenait en outre un exposé des principes de la fabrication du thé instantané à partir de la feuille verte et une recommandation aux termes de laquelle devrait être implantée en Tanzanie et

au Malawi une fabrique d'une capacité annuelle de 500.000 livres chacune. Le Comité a retenu qu'une usine existe déjà en Ouganda et que deux autres font l'objet de projets déjà avancés au Kenya.

19. Le Comité a été informé que le thé est actuellement cultivé au Rwanda, qui compte porter la surface cultivée à 4.000 hectares d'ici 1970. Le Burundi a une culture de thé déjà très avancée; la première usine fonctionnera déjà en 1967; le Burundi envisage de porter à 5.000 ha. la superficie des plantations de thé en 1970. La Zambie a également l'intention de produire du thé pour la consommation locale. On a insisté sur l'importance de l'industrie du thé pour le Malawi, qui est prêt à coopérer avec les autres pays de la sous-région et avec leurs instituts de recherche en vue d'une amélioration de la qualité grâce à des recherches portant sur les méthodes de traitement. Le secrétariat a été prié d'établir d'autres études en vue de la coordination du développement de l'industrie du thé dans la sous-région.

#### Industrie du vêtement

20. Le document E/CN.14/INR/95 a servi de point de départ à la discussion. On a mentionné deux caractéristiques des industries du vêtement : la grande variété des produits finaux et l'importance relativement modeste des moyens techniques et économiques qu'elles exigent. Les participants ont reconnu que l'industrie du vêtement employait une main-d'œuvre industrielle nombreuse. Au cours des débats, certains représentants ont appelé l'attention du Comité sur les nouvelles fabrications entreprises par les usines de leurs pays. On a également signalé l'intégration, dans une usine de textile d'un pays de la sous-région, de la fabrication de vêtements. Le Comité a reconnu l'opposition entre les intérêts des grandes usines textiles qui se trouvent, du point de vue technique, dans une position d'autant plus favorable que la production de chaque article est importante, et ceux de l'industrie du vêtement, où la production de chaque article est limitée et qui a besoin d'une grande variété de tissus constituant sa matière première.

21. Les participants sont en général convenus que si la production de textile était organisée au plan sous-régional, il serait plus aisé de répondre à la demande d'une vaste gamme de tissus provenant des industries du vêtement, mais que la production de ces industries elles-mêmes resterait en grande partie limitée à la consommation nationale. Cependant, la variété de la demande ainsi que la spécialisation éventuelle dans certaines fabrications (imperméables, pardessus, etc.) offrent des possibilités.

#### Corderie, sacs et matériaux d'emballages

22. Les débats qui ont porté sur les produits de corderie (document E/CN.14/INR/88) ont fait ressortir la position prépondérante de la sous-région en tant que producteur de sisal. Cependant, on a constaté qu'elle n'en était encore qu'à ses débuts dans le domaine de la fabrication des produits de corderie destinés au marché international, contrairement au cas de pays producteurs de fibres comme le Mexique et de pays non producteurs de fibres comme le Portugal, le Danemark, etc. Les participants ont pris note des principales possibilités d'augmentation de la production de produits de corderie envisagées dans le document du secrétariat, en ce qui concerne son expansion dans tous les pays de la sous-région producteurs de fibres dures et les incidences d'une telle expansion sur le volume et la stabilité des recettes en devises.

23. Au cours des débats sur les sacs et matériaux d'emballage, on a fait observer que la demande globale était influencée (et continuerait de l'être) par l'adoption de méthodes modernes d'emballage et de maintenance. Le Comité a également noté qu'une part considérable de la demande était couverte, dans chaque pays, par la production d'industries locales qui était souvent justifiée par des avantages économiques plus importants et des considérations extra-économiques, mais qui exigeait également une aide considérable de l'Etat sous une forme ou sous une autre. On a pris note d'autres plans et perspectives d'expansion.

24. On a indiqué que la production de sacs et de matériaux d'emballage au plan sous-régional permettrait d'adopter l'échelle de production voulue, pour la création d'une industrie sous-régionale concurrentielle, basée sur des fibres tendres importées, sans influencer fâcheusement les frais d'emballage affectant les marchandises exportées par la sous-région. On a insisté sur le fait que si la situation présentait de nombreux aspects favorables, il ne serait pas facile toutefois de soutenir la concurrence de producteurs établis. Note a été prise de l'existence d'industries au Kenya, en Ethiopie et en Tanzanie : la Zambie envisage l'implantation d'une usine. D'autre part, les usines de Tanzanie et du Kenya doivent être considérablement agrandies.

25. Le Comité a prié le secrétariat d'établir des études complémentaires sur la production des fibres tendres.

#### Industries du cuir et de la chaussure en cuir

26. Le secrétariat, en présentant le document sur les industries du cuir et de la chaussure en cuir (E/CN.14/LU/85), a appelé l'attention des représentants sur les possibilités considérables de développement que présentent ces industries en Afrique de l'est. La population bovine, ovine et caprine de la sous-région est nombreuse et la production des abattoirs en cuirs et peaux constitue une source importante de produits d'exportation. Dans les dernières années, plus de 40.000 tonnes de cuirs et peaux bruts et 40.000 tonnes de substances tannantes ont été exportées annuellement. Par contre, la sous-région doit importer environ 40 pour 100 de ses besoins en chaussures de cuir.

27. D'autre part, il n'est pas douteux que l'industrialisation rapide amènera une augmentation spectaculaire de la demande de chaussures. Bien que la chaussure en cuir subisse actuellement la concurrence d'articles de remplacement tels que les chaussures en toile, en caoutchouc ou en matière plastique, les pays de la sous-région resteront néanmoins désireux d'exploiter leurs abondantes ressources en cuir et en peaux, plutôt que de faire appel à des produits de remplacement.

28. Le secrétariat a fait remarquer que 29 grandes tanneries et fabriques de chaussures, ainsi que 4 entreprises moyennes et 51 petites entreprises, devraient, selon les recommandations, être créées dans la sous-région au cours des dix prochaines années. Cette expansion est envisagée dans le cadre de la coopération sous-régionale et est destinée en outre à transformer la structure actuelle des exportations, de façon que la sous-région puisse exporter des articles en cuir au lieu de peaux et de quirs bruts.

29. On a mentionné le cas de tanneries qui ont fermé leurs portes dans certains pays de la sous-région et des représentants ont suggéré qu'il y avait peut-être là une leçon à retenir dans l'optique de l'expansion recommandée par le secrétariat.

30. La Comité a noté que l'Ethiopie, ainsi que plusieurs autres pays membres, attachent une grande importance à l'industrie du cuir et des articles en cuir, et le secrétariat a été prié d'effectuer des études plus détaillées sur l'institut du cuir dont la création est envisagée dans la sous-région. Les participants sont convenus de la nécessité d'une enquête plus poussée sur cette industrie, eu égard notamment au fait que les pays de la sous-région pourraient continuer à éprouver certaines difficultés à vendre à l'étranger leurs articles en cuir, qui seraient sans doute considérés comme de qualité inférieure. Le secrétariat a été invité à effectuer d'autres études dans lesquelles on tiendrait compte de tous les aspects de la question et où l'on préciserait les problèmes et les perspectives de développement de l'industrie.

#### Produits manufacturés en plastique

31. Le Comité a examiné le document E/CN.14/INR/97 présenté par le secrétariat; dans ce document, la consommation annuelle de plastique sous toutes ses formes est estimée à 10.000 tonnes, dont 7.200 tonnes pour le CPV et le polyéthylène. La Rhodésie, où le développement de cette industrie est très avancé, consomme 5.000 tonnes, suivie par le Kenya, avec 1.000 tonnes.



32. Le document propose un plan de cinq ans, au lieu d'établir une projection à échéance plus lointaine, pour l'implantation de cette industrie; les recommandations qu'il formule sont établies sur la base d'une consommation de 20.000 tonnes de plastique en 1970. L'expansion est répartie de préférence entre les pays où l'industrie du plastique est à ses débuts.

33. Le Comité a pris note des recommandations et de la répartition des installations industrielles dans tous les pays de la sous-région. Conformément à la demande de la Tanzanie, la Commission économique pour l'Afrique effectuera une étude sur les possibilités d'une spécialisation au plan sous-régional dans le domaine des matières plastiques.

#### Industries textiles

34. Le secrétariat a signalé que la production de la sous-région ne correspondait qu'à un quart à peu près de la demande actuelle. La raison d'être du remplacement des articles importés par des articles équivalents produits sur place est particulièrement évidente dans le cas de ces industries; on a fait valoir en outre que la gamme des produits définitifs était extrêmement variée dans l'industrie textile et qu'il était particulièrement important pour le développement de cette industrie qu'elle soit en mesure de satisfaire la demande des consommateurs dans toute sa variété. Bien que les conditions de dimensions économiques et techniques ne soient pas prohibitives, le développement serait plus favorable dans un cadre sous-régional que dans le cas de développements nationaux isolés. L'intégration des industries du coton et de la rayonne pose certains problèmes qui devront être étudiés.

35. Le Comité est convenu que l'Ethiopie prêterait son concours au secrétariat pour l'établissement d'une estimation des quantités de tissu tissé à la main sur la base des filets produits à la main. Le Comité a pris note des recommandations formulées dans le document E/CN.14/INR/86.

### Industries rattachées à l'agriculture

36. Comme le document de base n'était pas tout à fait achevé, il n'a pas été possible de consacrer un examen complet à ce point de l'ordre du jour. Les brèves communications qui ont été présentées ont donné lieu à quelques observations de la part des représentants qui ont insisté sur la nécessité d'entreprendre une étude approfondie de cette branche importante du développement économique.

37. Le secrétariat a promis qu'une étude détaillée des industries dépendant de l'agriculture allait être établie sans délai, pour être soumise au Conseil des ministres envisagé. Cette étude devra être complète, en ce qui concerne aussi bien les pays que les diverses branches industrielles.

### Pâte à papier et papier, et industries forestières

38. Les délibérations se sont appuyées sur le document E/CN.14/INR/80 rédigé par la FAO et présenté par un représentant de la FAO et un consultant. Les ressources qui permettraient le développement rapide des industries tributaires des produits forestiers existent d'ores et déjà; grâce à la plantation d'arbres à croissance rapide, elles pourront être encore accrues. Plusieurs représentants ont signalé des projets, plans et perspectives relatifs à l'exploitation des essences forestières qui se prêtent à la production de pâte à papier et de papier. Lorsque des ressources forestières existent déjà, on pourrait établir des plans en vue d'une exploitation industrielle immédiate; dans les autres régions, il faudra attendre que les plantations forestières soient arrivées à maturité avant de commencer l'exploitation. On a reconnu que les avantages de la coopération étaient particulièrement évidents dans le cas du développement des industries de la pâte à papier, du papier et du carton et que les autres branches des industries tributaires des produits forestiers auraient tout à gagner de la création d'un marché continental. Il a été décidé que la CEA consacrerait des études plus approfondies à la question des forêts et des industries

tributaires des produits forestiers. Le Comité a pris acte de la création du Groupe consultatif régional mixte FAO/CEA pour le développement des industries tributaires des forêts.

#### Petites industries

39. Au cours des débats, le Comité a noté l'importance des petites industries dans la structure industrielle et a insisté sur la nécessité de prendre des mesures énergiques et audacieuses en vue d'accroître, aussi bien dans l'industrie que dans les affaires, le nombre de chefs d'entreprises ressortissants des pays intéressés. Il a pris note de la proposition de création d'un institut sous-régional pour le développement des petites industries. L'étude portant sur cette question (E/CN.14/INR/99) sera transmise à l'organisme intergouvernemental qui s'en inspirera.

#### Industrie du caoutchouc

40. Le Comité a examiné le document E/CN.14/INR/92 consacré à la fabrication d'articles en caoutchouc dans la sous-région de l'Afrique de l'est, présenté par le secrétariat. Ce document exposait la question des plantations d'essences à caoutchouc en Afrique et indiquait que le caoutchouc naturel avait à soutenir la concurrence du caoutchouc synthétique, ce qui ne serait possible que si les plantations pouvaient atteindre un rendement d'environ 1.200 kg. par hectare. Comme les plantations qui existent en Afrique de l'est (en Ouganda et au Malawi, principalement) sont progressivement abandonnées et que leur rendement est insuffisant en raison du sol et des conditions climatiques, le document suggère que les pays de la sous-région achètent le caoutchouc dont ils ont besoin en Afrique de l'ouest, où les plantations sont rentables, au lieu de le produire sur place.

41. L'étude de la consommation montre que l'Afrique de l'est, sans la Rhodésie, où le chiffre par habitant est beaucoup plus élevé, ne consomme que 160 grammes de caoutchouc par habitant, consommation qui se décompose ainsi : 30 grammes de caoutchouc brut consommés directement

soit 130 grammes pour les pneus et les articles en caoutchouc. On a fixé à 270 grammes par habitant (consommation actuelle de la RAU) le chiffre qui devra être atteint en 1970. Pour atteindre cette consommation, la sous-région devra créer des usines fabriquant des pneus et d'autres articles de caoutchouc, qui utiliseront 14.700 tonnes de caoutchouc de plus qu'actuellement.

42. Quatre usines de pneumatiques sont proposées (Tanzanie, Madagascar, Zambie et Kenya); elles seront construites dans l'ordre indiqué pour les pays avant 1970. Le document recommande en outre la création de huit usines de chaussures, de sept usines de pneumatiques pour bicyclettes et de trois usines d'articles utilisés en mécanique.

43. Pendant les débats, on a signalé qu'en Ouganda la superficie plantée en essences à caoutchouc atteint 4.900 hectares, mais les plants sont vieux et le rendement ne dépasse pas 50 tonnes à l'hectare. Le Gouvernement ougandais a consulté des experts de Malaisie et se propose de consacrer 1.600 hectares à des plantes à caoutchouc d'un rendement élevé. Il a donc demandé qu'on ne diffuse pas la recommandation selon laquelle les plantations en Afrique de l'est ne seraient pas rentables.

44. Certains représentants ont suggéré que des usines d'une production annuelle supérieure à 200.000 pneus pourraient présenter plus d'attrait pour des sociétés étrangères et qu'il serait ainsi possible de les persuader d'implanter des fabriques. Le consultant a indiqué qu'un certain nombre d'usines fonctionnent dans des conditions rentables en Amérique du sud et en Israël avec une production annuelle de 60.000 à 75.000 pneus et qu'une usine d'une capacité de 200.000 unités est économiquement viable et parfaitement rentable. Il a fait remarquer que dans ses recommandations, la Commission économique pour l'Afrique tenait compte des intérêts des pays de la Communauté de l'Afrique de l'est et non pas des possibilités de bénéfices pour les diverses sociétés étrangères.

45. Certains délégués ont exprimé l'opinion que des unités de production plus grandes risqueraient de provoquer une concurrence qui pourrait nuire à l'ensemble de l'économie de la sous-région et à sa coordination. Il a été suggéré d'envisager la production de noir de charbon utilisant le gaz méthane.

#### Recherche industrielle

46. Le Comité a étudié le document préparé par le secrétariat sur la recherche industrielle en Afrique de l'est (E/CN.14/INR/94).

47. On y recommande la création d'un conseil autonome de la recherche industrielle en Afrique de l'est, investi des pouvoirs et des fonctions des instituts établis par lui ou associés à lui. Le conseil sera constitué par des représentants désignés par chacun des pays où l'établissement d'un institut spécialisé était envisagé; des dispositions seront prises pour que d'autres pays puissent participer au projet et le conseil décidera des autres instituts qui pourraient être créés dans ces pays.

48. On a proposé qu'au premier stade cinq instituts soient placés sous l'autorité de ce conseil :

- a) L'Institut de recherche du bâtiment d'Ethiopie, établi il y a quelques années avec l'aide du Gouvernement suédois.
- b) Les laboratoires de l'East African Industrial Research Organization (EAIRO), établis en 1942 au Kenya et qui font office de laboratoire de recherche industrielle générale dans le domaine de la chimie et du développement des méthodes.
- c) Un laboratoire du caoutchouc, des matières plastiques, des fibres et des textiles à créer en Tanzanie.
- d) Un laboratoire de recherches sur les denrées alimentaires à créer en Ouganda.
- e) Un laboratoire des métaux à créer en Zambie.

49. On expose dans le document diverses formes de recherches et on conclut que celles qui sont particulièrement nécessaires dans la sous-région sont les recherches appliquées et les recherches "adaptées". On insiste sur l'importance de la vulgarisation industrielle et de la diffusion des connaissances industrielles et techniques communiquées par les instituts spécialisés dépendant du conseil et par les pays économiquement évolués. Ces instituts devront donc avoir une équipe de spécialistes chargée de transmettre ces connaissances aux chefs d'entreprise et aux industriels des pays et de résoudre les problèmes de production.

50. On a fait savoir au Comité que le Gouvernement du Royaume-Uni fournit depuis de nombreuses années une assistance financière à l'Organisation de recherches industrielles de l'Afrique de l'est, à concurrence de 30.000 livres sterling par an, et qu'il examinerait avec bienveillance toute demande d'assistance en faveur du conseil envisagé.

51. On a également annoncé au Comité la création récente dans la République démocratique du Congo du Centre de recherches industrielles de l'Afrique du centre, qui bénéficie de l'assistance technique de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et de la Belgique. Ce centre, qui reviendra à 16 millions de dollars des Etats-Unis, rassemblera une quarantaine de chercheurs.

#### Normalisation

52. Le Comité a examiné le document E/CN.14/INR/101 sur la normalisation, établi par le secrétariat. Ce document recommande la création d'un institut de normalisation de l'Afrique de l'est, dont l'emplacement sera déterminé après une étude plus approfondie.

53. Le document propose que l'institut de normalisation de l'Afrique de l'est travaille en étroite collaboration avec les organisations de normalisation existantes et avec les instituts de recherche proposés dans le document E/CN.14/INR/94.

Investissements et financement

Coordination indr-tellelle

56. Le document L/CM.14/INP/102 a servi de document de travail. Le Comité a commencé par examiner en détail les considérations qui sont à la base de l'analyse entrées-sorties, de l'appréciation critique des projets et de l'accomplissement des objectifs, pays par pays. On a signalé que, pour l'établissement d'un programme, il fallait tenir compte de plusieurs objectifs (amélioration de la balance des paiements, transformation de la composition de la production industrielle dans le sens d'un accroissement de la productivité, expansion équilibrée des diverses économies de la sous-région). Dans l'ensemble, les objectifs ont été atteints jusqu'ici dans des conditions satisfaisantes; quoiqu'il en soit, de l'avis du secrétariat, il conviendrait qu'un certain nombre de pays fassent l'objet d'efforts supplémentaires.

57. On a reconnu que les industries légères et les industries lourdes étaient interdépendantes et l'on a estimé que, dans les pays de la sous-région ayant des productions agricoles assez peu complémentaires, il pourrait en découler des difficultés quand il s'agira de planifier des industries tributaires de matières premières agricoles.

58. Quelques délégations ont donné à entendre que, dans leurs pays, la pression démographique était plus forte que l'a supposé le secrétariat; on a décidé qu'il fallait consacrer à cette question un complément d'études.

59. Plusieurs délégations ont indiqué que, dans le cas des petits pays dépourvus d'accès à la mer et à forte densité de population, il faudrait, pour aborder l'industrialisation, réduire les obstacles qu'ils doivent à leur situation défavorable et prendre toutes dispositions utiles pour contrebalancer les pressions démographiques, ces conditions préalables devant être considérées délibérément comme des objectifs essentiels, et même absolument prioritaires. A ce propos, on a mentionné plusieurs solutions possibles, et l'on a avancé que l'on pourrait par exemple leur réserver un certain nombre d'industries légères. Une autre solution serait d'appliquer dans toute la sous-région les mêmes prix pour une série de produits industriels de base.

60. Les participants se sont accordés à considérer que l'on s'engageait sur des nouveaux terrains d'étude et que le secrétariat pourrait juger utile de consulter un groupe restreint d'experts internationaux au sujet des méthodes et des principes adoptés. Quant au document lui-même, il n'y avait pas lieu de lui assurer une large diffusion. On a admis qu'en règle générale, il faudrait étudier de plus près les coefficients techniques utilisés, en collaboration avec les divers pays. On a souligné en outre la nécessité de faire en sorte que tout programme industriel et l'agriculture, sans préjudice des autres secteurs, soient complémentaires; quand il s'agira de revoir cette question et les diverses études industrielles, il faudra s'efforcer de veiller à la comparabilité des évaluations économiques, surtout lorsqu'il s'agira de mesurer le taux de rémunération du capital.



61. On a insisté en outre fortement sur la nécessité d'obtenir que l'expansion, mesurée par l'investissement par habitant, soit équilibrée géographiquement, de façon que tous les pays participent avec des chances égales au programme de développement proposé.

62. Un comité de rédaction, composé des représentants de l'Ethiopie, du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda et de la Zambie, a été désigné pour étudier le projet de rapport et rédiger les projets de résolution à soumettre à la Réunion plénière. Les résolutions proposées portaient sur les sujets suivants : coordination industrielle, industrie des appareils de radio, recherche industrielle, normalisation, développement des petites industries, demande au Fonds spécial des Nations Unies pour un projet sous-régional de mise en valeur du gaz méthane du Lac Kivu (Rwanda), industrie de transformation du cuivre, épargne intérieure, félicitations au bureau de la Réunion, félicitations au secrétariat et au bureau sous-régional pour l'Afrique de l'est et remerciements à S.E. M. Kenneth Kaunda et au peuple et au Gouvernement de la République de Zambie. Le projet de rapport et les résolutions ont été examinés par le Comité et, après quelques légers amendements, ont été approuvés et soumis à la Réunion plénière.

ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

EAST AFRICAN MEMBER STATES/  
ETATS MEMBRES D'AFRIQUE DE L'EST

BURUNDI/ROYAUME DU BURUNDI

M. B. KANYARUGURU

Secrétaire d'Etat au Plan  
Bujumbura

M. G. CORNU

Président de la Banque du Royaume du  
Burundi

M. P. NTIMANZA

Directeur général du Ministère de l'éco-  
nomie  
Bujumbura

ETHIOPIA/ETHIOPIE

H.E. Ato GETACHEW Mekasha

Ambassadeur of Ethiopia  
Nairobi

Ato GABRE MICHAEL Paulos

Assistant, Industry Department  
Ministry of Industry  
Addis Ababa

Ato TEKLE HAIMANOT Gebremariam

Director General, Industry Department  
Ministry of Industry  
Addis Ababa

KENYA

Hon. J.G. KIANO

Minister for Commerce and Industry  
Nairobi

Hon. T.J. MBOYA

Minister for Economic Planning and  
Development - Chairman of the seventh  
session of ECA  
Nairobi

Hon. Mwai KIBAKI

Assistant Minister for Economic Planning  
and Development  
Nairobi

E/CN.14/346

E/CN.14/LU/ECOP/12

Annexe I

Page 2

**KENYA (suite)**

M. J. MULIRO  
Industrial Development Officer  
Ministry of Commerce and Industry  
Nairobi

Adviser/Conseiller:

A. Kurt Martin SAVOSNICK  
Economic Adviser  
Ministry of Economic Planning and  
Development  
Nairobi

**MALAWI**

Hon. J.Z.U. TEMBO  
Minister of Finance, Trade, Industry  
and Development and Planning  
Zomba

Hon. J.D. MSONTHI  
Minister of Transport and Communications  
and Education  
Zomba

M. A.J.M. BANDA  
Parliamentary Secretary  
Ministry of Transport and Communications  
Zomba

M. C.V.B. MUNTALI  
Acting Senior Assistant Secretary  
Ministry of Finance  
Zomba

M. A.G. Padgett  
Secretary for Trade and Industry  
Zomba

M. D.D. Phiri  
Acting Senior Assistant Secretary  
Ministry of Development and Planning  
Zomba

**RWANDA**

P.C. GASHUBA  
Directeur général au Ministère de  
l'économie  
Kigali

Adviser/Conseiller:

M. J. de LAVALLEE  
Conseiller à l'industrie  
Butare

E/CN.14/346

E/CN.14/LU/ECOP/12

Annexe I

Page 3

TANZANIA/TANZANIE

Hon. P. BOMANI

Minister of Economic Affairs and  
Development Planning

Dar-es-Salaam

H. D. BITEGEKO

Senior Industrial Officer

Ministry of Industries, Mineral  
Resources and Power

Dar-es-Salaam

H. H.G. BRIND

Senior Executive Engineer

Ministry of Communications and Works

Dar-es-Salaam

L. J.M. BRYCE

Utilization Officer, Forest Division

Ministry of Agriculture, Forests and  
Wild Life

Noshi

M. W. CROMARTY

Director

Posts and Telecommunications

Dar-es-Salaam

H. J.B. LUMAMA

Junior Planning Officer

Ministry of Economic Affairs and  
Development Planning

Dar-es-Salaam

M. Y.F. LESSIAN

Industrial Economist

Ministry of Economic Affairs and  
Development Planning

Dar-es-Salaam

H. J.R. MODI

Senior Economic Officer

Treasury

Dar-es-Salaam

Adviser/Conseiller:

M. G. ASPLUND

Associate Economist

Ministry of Industries, Natural  
Resources and Power

Dar-es-Salaam

E/CN.14/346

E/CN.14/LU/ECOP/12

Annexe I

Page 4

**UGANDA/UGANDA**

Hon. L. LUBOWA  
Minister of Commerce and Industry  
Kampala

M. E.H. COWNIE  
Principal Assistant Secretary  
Ministry of Commerce and Industry  
Kampala

M. A . KATUMBA  
Economist  
Central Planning Bureau  
Entebbe

M. S. MUSOKE  
Assistant Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
Entebbe

M. B.K. SSEMBATAYA  
Assistant Secretary  
Ministry of Commerce and Industry  
Kampala

**ZAMBIA/ZAMBIE**

Hon. M. NALILUNGWE  
Minister of Commerce and Industry  
Lusaka

Hon. A.N.L. WINA  
Minister of Finance  
Lusaka

M. E.M. CHIPIMO  
Assistant Secretary  
Ministry of Transport and Works  
Lusaka

Hon. J. CHISATA  
Parliamentary Secretary  
Ministry of Commerce and Industry  
Lusaka

M. L. LISHOMWA  
Under Secretary (Finance)  
Ministry of Finance  
Lusaka

M. U.G. MWILA  
Parliamentary Secretary (Finance)  
Lusaka

ZAMBIA/ZAMBIE (suite)

M. G.H. MUTALE  
Permanent Secretary (Industry)  
Ministry of Commerce and Industry  
Lusaka

Dr. J.B. ZULU  
Permanent Secretary  
Lusaka

Advisers/Conseillers:

M. Robert ANDERSON  
Director of Economics and Marketing  
Ministry of Agriculture  
Lusaka

M. D.A. CROSS  
Economist  
Office of National Development and  
Planning  
Lusaka

M. C.G. GEASLEY  
Assistant Secretary (Industry)  
Ministry of Commerce and Industry  
Lusaka

M. B.W.T. MUTHARIKA  
Acting Principal  
Ministry of Finance  
Lusaka

M. PRIESTLEY  
Assistant Secretary  
Ministry of Mines and Co-op.  
Lusaka

M. J. RANDALL  
Chief Economist  
Ministry of Finance  
Lusaka

M. A. SARDANIS  
Managing Director  
Industrial Development Corporation  
of Zambia Ltd.  
Lusaka

E/CN.14/346  
E/CN.14/LU/ECOP/12  
Annexe I  
Page 6

OTHER MEMBER STATES/AUTRES ETATS MEMBRES

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO/  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

M. A. GIMBI  
Chef de bureau, Ministère du Plan  
Léopoldville

M. G. DESSART  
Directeur de l'Association des entre-  
prises du Katanga  
Elisabethville

M. I. NGOY  
Rédacteur, Ministère du Plan  
Léopoldville

ASSOCIATE MEMBERS/MEMBRES ASSOCIES

FRANCE

M. J.A. DALBERTO  
Conseiller commercial  
Consulat général de France  
Salisbury

M. Roger ESTABLIE  
Conseiller de l'Ambassade de France  
Addis-Abéba

M. Jacques MULLENDER  
Chargé de mission pour l'Afrique de  
l'est au Ministère de la coopération  
Paris

MAURITIUS/ILE MAURICE

Hon. J.M. PATURAU  
Minister of Industry and Commerce and  
External Communications  
Moka

RHODESIA/RHODESIE

M. R.W. DELL  
Assistant Secretary  
Ministry of Commerce and Industry  
Salisbury

M. S.K.C. SOMKENCE  
International Organization Section  
Ministry of External Affairs  
Salisbury

Alternate Representatives/Suppléants:

M. R.B. OLIVER  
Assistant Secretary  
Ministry of External Affairs  
Salisbury

**UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI**

**M. J.O.M. WILKINSON**  
Assistant Secretary  
Ministry of Commerce and Industry  
Salisbury

**H. R. HARRIS**  
Director, World Economic Division  
Ministry of Overseas Development  
London

**M. J.A. MOLYNEUX**  
Deputy High Commissioner  
British High Commission  
Lusaka

**M. D.A. POTT**  
First Secretary (Development)  
British High Commission  
Lusaka

**Miss S. SCANNELL**  
First Secretary (Commercial)  
British High Commission  
Lusaka

**OBSERVER STATES/OBSERVATEURS**

**AUSTRIA/AUTRICHE**

**M. Edward WILL**  
Austrian Trade Delegate  
Nairobi

**BELGIUM/BELGIQUE**

**S.E. M.J. BOURGAUX**  
Ambassadeur de Belgique  
Lusaka

**CZECHOSLOVAKIA/  
TCHECOSLOVAQUIE**

**M. J. ZEMAN**  
Head of the Commercial Section  
Embassy of Czechoslovakia  
Lusaka

**FINLAND/FINLANDE**

**M. M.K. HEIMOVAARA**  
Consul  
Embassy of Finland  
Nairobi

**GERMANY/ALLEMAGNE**

**Dr. W. TREITZ**  
Deputy Chief  
Ministry of Economic Affairs  
Bonn

**M. H. HEMSCHROT**  
Economist  
Munich



E/CN.14/346

E/CN.14/LU/ECOP/12

Annexe I

Page 8

**GERMANY/ALLEMAGNE (suite)**

Joachim Frhr. VON JENA  
Third Secretary (Commercial)  
Embassy of Germany  
Addis Ababa

**HUNGARY/HONGRIE**

M. Istvan JENOFI  
Director  
Hungarian Chamber of Commerce  
Budapest

M. VAS  
Commercial Counsellor  
Embassy of Hungary  
Nairobi

**INDIA/INDE**

M. S. KRISHNAMURTHI  
High Commissioner  
Indian High Commission  
Lusaka

M. R.C. JOSHI  
Second Secretary  
High Commission of India  
Lusaka

**ISRAEL**

H.E. M. Ben Zion TECHAN  
Ambassador of Israel  
Lusaka

Dr. Moshe ALPAN  
Economic Counsellor  
Embassy of Israel  
Nairobi

**ITALY/ITALIE**

M. A. ALBINI  
Consul Général of Italy  
Lusaka

**JAPAN/JAPON**

M. Mototaka HANAMURA  
Deputy Chief Chemical Engineer  
Overseas Technical Section  
Development Department,  
Toto Koatsu Industries Incorp.  
Tokyo

M. Takashi FUJISE  
Chief of Japan Consulting Institute  
Salisbury

**MEXICO/MEXIQUE**

H.E. Dr. Jesus Reyes RUIZ  
Ambassador of Mexico  
Accra

**NETHERLANDS/PAYS-BAS**

Dr. G. RINGNALDA  
Ministerial Adviser  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

**SWEDEN/SUEDE**

Mr. Sven ROSEN  
Director of Skolast Jarrestad  
Simrishamn

M. Tor LINDQUIST  
Director General  
Export Association of Sweden  
Stockholm

M. C.A. DAVIDSON  
Managing Director  
Skolast, Jarrestad  
Kivik

**UNITED STATES OF AMERICA/  
ETATS UNIS D'AMERIQUE**

M. W. KLING  
Economic Adviser  
Bureau of African Affairs  
Department of State  
Washington, D.C.

Dr. C. FRITZ  
Programmes Officer  
Agency for International Development  
Nairobi

M. B. Goldberger  
Industry Officer  
Embassy of the USA  
Tunis

M. H. Gutman  
U.S. Agency for International Development  
Washington, D.C.

M. A. STILLMAN  
Second Secretary  
Embassy of the USA  
Addis Ababa

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS/UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES  
Dr. Y. ASADOV  
First Vice-Chairman of the State Planning Committee of the Azerbaijan Soviet Socialist Republic

Baku

M. A.G. ABRAMOV

Counsellor

Embassy of the USSR

Addis Ababa

M. G. KHARKOVETS

Counsellor

Embassy of the USSR

Lusaka

Dr. H.B. GORNUNG

Scientific Collaborator, Institute

of Geography

Academy of Sciences

Moscow

M. N. SMIRNOV

Second Secretary

Ministry of Foreign Affairs

Moscow

YUGOSLAVIA/YOUGOSLAVIE

M. N. SASIC

Chargé d'affaires

Embassy of Yugoslavia

Lusaka

OBSERVER ORGANIZATIONS/

ORGANISATIONS REPRESENTES

PAR DES OBSERVATEURS

EAST AFRICAN COMMON

SERVICES ORGANIZATION

M. P.B. MATEMBA

Financial Secretary

The Treasury

EACSO

Nairobi

M. N. RAMM-ERICSON

Associate Economic Adviser

EACSO

Nairobi

Dr. K. VON KIRCHENHEIM

Industrial Adviser

EACSO

Nairobi

ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY/  
ORGANISATION DE L'UNITE  
AFRICAINNE

M. C. SEGBENCU  
Assistant du Secrétaire général  
adjoint au Département des affaires  
économiques et sociales  
Addis-Abéba

SPECIALIZED AGENCIES/INSTITUTIONS SPECIALISEES

FAO

Dr. S.F. BETHKE  
Marketing Economist  
ECA/FAO Joint Agriculture Division  
ECA

Addis Ababa

M. C.G. GROOM

Agricultural Engineer

FAO

Rome

M. L. NAGODA

Regional Forestry Officer for

East Africa

ECA

Addis Ababa

Dr. J.B. POLIAKOFF

Food Technologist

FAO Regional Office

Cairo

M. H.F.R. QUAIX

FAO/IPWA

East African Team Leader

ICAO/OACI

M. G.B. Young

Deputy Representative

International Civil Aviation Organization

Cairo

ILO/OIT

M. J. REYNAUD

Director

Office of the ILO

Addis Ababa

M. F. BOWLES

Federal Ministry of Labour

Lagos

M. E.A. PAULI

International Labour Organization

Geneva

TAB/BAT AND SPECIAL FUND/  
FONDS SPECIAL

Dr. B. CHIDZERO  
Resident Representative of the  
Technical Assistance Board and  
Director of Special Fund Programmes  
in Kenya  
Nairobi

M. A. LEDERER  
Consultant to the Managing Director  
United Nations  
New York

H. J.R. SYMONDS  
Regional Representative of the  
Technical Assistance Board in South  
East Africa  
Lusaka

M. Kjeld PHILIP  
Economic Adviser  
Denmark

UNESCO

M. A. GILLE  
Director  
UNESCO Regional Centre for Science  
and Technology for Africa  
Nairobi

WHO/OMS

Dr. L.O. ROBERTS  
Representative for Southern Africa  
World Health Organization  
Lusaka

CONSULTANTS

M. D. BORRIANN  
Battelle Institut e.V.  
Frankfurt-Main  
Germany

M. J. HORNIBLOW  
W.S. Atkins and Partners  
Addis Ababa

Dr. H.R. MILLS  
W.S. Atkins and Partners  
London

M. A. Dara SEKBAN  
Beloit Integrated Products Ltd.  
Surrey

SECRETARIAT

M. R.K.A. GARDINER  
Executive Secretary

M. F.A.Y. JAISEY  
Director ECA, sub-regional office for  
East Africa  
Lusaka

Dr. V.V. KOSSOV  
Consultant on Industrial Programming

Mr. S. KUZLIN  
Consultant on Industrial Programming

Dr. S.D. MEHTA  
Economic Affairs Officer

M. J.H. MENSAH  
Head, Economic Co-operation Division

M. B.D. NONVELE  
Head, Industry Division

Dr. R. ROBSON  
Regional Adviser on Industrial  
Development

Ato SEBHAT Hable-Selassie  
Economic Affairs Officer

Dr. A. SUNDRALINGAM  
Consultant on Industrial Research

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Allocutions d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la réunion

PREMIERE SECTION

Intégration économique

4. Etablissement et fonctionnement d'un système intergouvernemental d'intégration économique à l'échelon sous-régional

SECTION II

Harmonisation des programmes de développement industriel

PREMIERE PARTIE

5. Examen des études sur les principales industries lourdes :
  - a. Sidérurgie
  - b. Industries mécaniques
  - c. Industries électriques
  - d. Produits chimiques et engrais
  - e. Pâte à papier et papier, industries forestières
  - f. Métaux non ferreux : cuivre, alumine, aluminium
  - g. Pétrole
  - h. Matériaux de construction et bâtiment (ciment)

PARTIE II

6. Examen des études sur les industries légères :
  - a. Articles en cuir et chaussures
  - b. Textiles
  - c. Vêtements
  - d. Fibres, y compris le sisal et le jute
  - e. Traitement du thé

- f. Industries liées à l'agriculture
- g. Industries du caoutchouc
- h. Industries du verre
- i. Fabrication d'articles en matière plastique
- j. Petites industries, y compris les domaines industriels

### PARTIE III

- 7. Examen des études relatives à la coordination industrielle :
  - a. Financement des industries et codes d'investissement
  - b. Recherche industrielle
  - c. Normalisation
- 8. Principes de coordination industrielle, notamment les emplacements, les complexes industriels, les relations entre industries et l'orientation des industries dans la sous-région
- 9. Rapport et résolutions sur l'harmonisation du développement industriel

### SECTION III

#### Autres éléments de l'intégration économique

- 10. Transports : Rapport d'activité et projets de coordination dans le domaine des transports :
  - i) aériens ii) terrestres iii) maritimes et iv) touristiques
- 11. Télécommunications : Rapport d'activité
- 12. Echanges sous-régionaux, y compris les questions douanières
- 13. Agriculture : Problèmes relatifs à la fourniture d'aliments de base :
- 14. i) Effectifs de main-d'oeuvre nécessaires à une croissance rapide de l'économie  
ii) Mise en place de dispositifs nationaux pour la planification de la main-d'oeuvre et l'administration de la formation



15. Ressources naturelles : Mise en place de dispositifs nationaux pour l'inventaire et l'exploitation des ressources naturelles

16. Problèmes de gestion monétaire et financement des échanges internationaux

17. Questions diverses

18. Adoption du rapport et des résolutions.

NOTES SUR L'ORDRE DU JOUR

Origine

La Commission a adopté à sa septième session, les résolutions 128 (VII) sur les groupes de travail, 130 (VII) sur les sessions de la Commission et 142 (VII) sur l'intégration économique. Les décisions correspondantes entraînent : i) la création sur le plan sous-régional d'un organe intergouvernemental chargé de l'harmonisation du développement économique et social dans la région; ii) un échange de renseignements et d'idées entre les sous-régions et les groupes de travail qui viennent d'être créés et qui fonctionneront à l'échelon régional et iii) l'organisation de réunions des Etats membres de chaque sous-région en vue d'intensifier l'activité économique sous-régionale. La réunion de Lusaka est la première de ces réunions sous-régionales convoquées par la Commission économique pour l'Afrique. Au cours du quatrième trimestre, une réunion analogue aura lieu à Niamey.

En outre, la Commission a adopté à sa sixième session les rapports des missions de coordination industrielle qui avaient été envoyées en Afrique de l'est et en Afrique de l'ouest en 1963 (E/CN.14/247 et E/CN.14/246). Elle a recommandé la convocation, à un échelon élevé, dans chacune de ces deux sous-régions, d'une conférence qui examinerait des propositions concrètes en vue de la coordination industrielle et de l'intégration économique.

On trouvera ci-dessous un extrait du rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session [E/CN.14/245, paragraphe 7 i)]:

"Dans le cas de l'Afrique de l'est et du centre, on a souhaité, [selon ce que recommande le Rapport de la mission de coordination industrielle de la CEA en Afrique de l'est et du centre, partie IV, paragraphe 175, 12 d)] qu'une conférence des ministres soit organisée en 1964 et l'on a prié le Secrétaire exécutif de procéder à tous les travaux préparatoires que les gouvernements intéressés jugeraient nécessaires".

La Conférence pour l'Afrique de l'ouest s'est tenue à Bamako (Mali) du 5 au 15 octobre 1964. Il ressort du rapport présenté à la Commission, à sa septième session, qu'un progrès notable a été accompli en Afrique de l'ouest dans le domaine de la coordination industrielle.

Points de l'ordre du jour

1. Allocutions d'ouverture

Des allocutions seront prononcées par un représentant du gouvernement hôte et par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Election du bureau

La Conférence doit désigner parmi les membres présents un président, un vice-président, des rapporteurs, un comité directeur et un ou plusieurs comités de rédaction.

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la Conférence

Une fois adopté l'ordre du jour provisoire, la Conférence pourrait étudier les points 4, 9 et 18 de l'ordre du jour en séance plénière. Les autres questions inscrites sous les SECTIONS II et III pourraient être examinées par deux comités qui siègeraient simultanément.

4. Les débats auront pour point de départ un document préparé par le secrétariat de la CEA.

5. 6 et 7. Examen des études sur les industries lourdes, les industries légères et autres industries connexes

En ce qui concerne l'origine des diverses études et recommandations, il convient de se référer au Rapport de la Mission de coordination industrielle en Afrique de l'est et du centre (E/CN.14/247) et au Rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session (E/CN.14/245), ainsi qu'à certains des documents cités dans ces rapports.

8. Principes de coordination industrielle

Il convient de se référer aux rapports de la Commission sur sa sixième et sa septième session (E/3864, E/CN.14/290, paragraphe 150 et E/CN.14/343, paragraphe 181).

9. Le Comité de rédaction présentera, pour adoption, en séance plénière, le rapport et les résolutions du Comité.

10 à 16. Ces points seront examinés sur la base de documents, de rapports et d'exposés préparés par le secrétariat de la CEA; le deuxième Comité en reprendra ensuite l'examen.

17. Le Secrétaire exécutif n'a actuellement aucune autre question à soumettre à l'examen de la Conférence.

18. Selon l'usage, la Conférence doit adopter un rapport qui sera transmis à la Commission économique pour l'Afrique à sa huitième session, avec recommandation de le communiquer aux groupes de travail intéressés.

Documents de référence

1. Récapitulation générale de la situation économique de la sous-région de l'Afrique de l'est depuis 1950 et analyse des perspectives et des problèmes de développement jusqu'en 1980.

2. Les statistiques nécessaires au développement économique et social.

3. La situation démographique en Afrique de l'est.

ANNEXE III

DECLARATION DE S.E. M. KENNETH KAUNDA,  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE  
Monsieur le Secrétaire exécutif, Messieurs les ministres,  
Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Au nom de mon Gouvernement et en mon propre nom, je vous souhaite à tous une chaleureuse bienvenue. Nous sommes heureux de vous recevoir et nous espérons que vous remporterez avec vous de bons souvenirs de Zambie. Et si notre hospitalité ne répond pas tout à fait à ce que vous en attendiez, je compte sur votre indulgence, car le pays qui vous accueille, la Zambie, n'a qu'un an d'existence..

Ce jeune pays a eu récemment l'honneur et le privilège d'accueillir un certain nombre de conférences importantes, mais j'oserai affirmer qu'aucune n'est plus importante que celle-ci pour notre avenir, car vos recommandations pourront avoir des répercussions de grande portée, non seulement pour la Zambie, mais pour d'autres pays du continent africain.

Le concept de coopération économique offre aux Etats de la sous-région de l'Afrique de l'est un puissant potentiel de progrès en direction de notre but commun de croissance économique constante. Elle peut nous aider à édifier la structure qui doit assurer la réalisation finale d'une Afrique unie du point de vue économique et à harmoniser nos différentes structures politiques, afin de faciliter la coordination régionale de nos programmes industriels. Elle peut encore nous permettre de réduire considérablement l'écart économique qui sépare les nations industrialisées des pays en voie de développement.

Tels sont les objectifs auxquels aspire cette Conférence. Le succès dépendra non seulement de nos délibérations dans les douze prochains jours, mais aussi d'une adhésion sincère et résolue des gouvernements que vous représentez, au principe de la coopération économique.

Nous savons tous parfaitement que la voie qui mène à la maturité économique n'est pas, et ne sera jamais facile à suivre. Tandis que la plupart des pays en voie de développement améliorent actuellement les conditions économiques à l'intérieur de leurs frontières, les nations industrialisées progressent elles aussi à un rythme rapide. Dans la meilleure hypothèse, l'écart économique est resté constant et, si nous n'instituons pas toute une série de programmes coordonnés et une exploitation optimum des ressources dont nous disposons, cet écart va certainement s'élargir encore. Il n'est nullement statique, le monde où nous vivons. Les conditions d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui et, demain, elles seront encore différentes.

Si l'Afrique, et plus particulièrement la sous-région de l'Afrique de l'est, doit relever le défi de la croissance économique et parvenir à surmonter les obstacles qu'elle représente, elle doit absolument réaliser des progrès rapides et sensibles dans l'industrialisation. Je ne méconnais pas l'importance de l'agriculture, mais je ne fais que reconnaître ce fait incontestable que les économies agricoles des pays de notre sous-région sont fondamentalement concurrentielles et que c'est dans le domaine industriel que notre coopération met ses plus brillants espoirs.

Toutes les nations de la sous-région de l'Afrique de l'est, comme les autres régions en voie de développement, ont à faire face aux mêmes problèmes que pose la pénurie de ressources humaines, financières ou naturelles. Des marchés exigus et limités ne permettent pas toujours l'implantation d'industries primaires viables sur le plan national. Sachant que ces problèmes existent, nous devons chercher d'autres solutions qui nous permettent d'atteindre notre objectif de maturité économique. Le principe qui a présidé à la convocation de cette Conférence nous offre une de ces solutions. Grâce à la coopération économique, de nombreuses voies de développement peuvent s'ouvrir devant nous. Elle permet également un échange bien plus libre de connaissances techniques, l'ouverture de marchés plus vastes et plus diversifiés et une

utilisation élargie des ressources naturelles de la sous-région.

Toutefois, comme je l'ai déjà indiqué, la voie du développement économique n'est pas aisée et nous ne devons pas perdre de vue les problèmes que pose l'industrialisation au plan sous-régional.

Il existe certains obstacles fondamentaux. Reconnaissons lucidement ces difficultés et soyons réalistes dans la recherche des solutions. Le premier problème qui se pose est celui des transports. Pour des raisons historiques et géographiques, les routes commerciales n'ont pas été orientées au sein de la sous-région suivant un réseau unifié. Nous manquons de moyens de transport suffisants et économiques. C'est là, notre problème le plus grave, et qui nous est commun.

Ce ne sont pas seulement les pays directement intéressés qui bénéficient des avantages que leur apportent les liaisons de transport, mais, grâce à l'élargissement des marchés, toutes les autres nations. Actuellement, nos liaisons commerciales ont tendance à être moins orientées vers nos frères africains que vers les pays industrialisés du reste du monde. Aussi longtemps qu'elles conserveront cette structure, les grands avantages dont bénéficient les pays industrialisés du fait de leur maturité industrielle, freineront l'élan de l'Afrique vers cette maturité. La question est très simple : nous vaincrons ou nous tomberons ensemble dans la lutte que nous avons engagée pour réaliser notre expansion économique, et si nous voulons vaincre, nous devons utiliser la totalité du marché est-africain; nous devons transformer la structure actuelle des échanges; nous devons établir de nouveaux réseaux de communications.

J'accueille avec satisfaction l'idée qu'a présentée la Commission économique pour l'Afrique et qui figure au point 4 de votre ordre du jour. Il s'agit de l'établissement d'un système intergouvernemental d'intégration économique au plan sous-régional. Si nous pouvons mettre au point un système efficace de cet ordre, je serais prêt à reconnaître que nous avons fait un grand pas en avant. Mais tout progrès de cet ordre doit pouvoir s'appuyer sur une volonté politique.

Si nous nous contentions d'exprimer des platitudes qui ne seraient pas soutenues par une intention réelle et sincère, nous ne ferions que dialoguer au-dessus du tombeau d'une coopération africaine mort-née.

L'esprit du nationalisme a permis aux nations africaines de triompher du colonialisme et de l'impérialisme. C'est cet esprit qui constitue notre arme contre le tribalisme et le séparatisme. Nous devons éviter cependant qu'un excès de nationalisme nous conduise à enterrer nos espoirs de coopération entre nations africaines.

Je ne préconise nullement l'idéalisme qui ne supporte pas d'être rattrapé par la réalité. En fait, au cours de cette Conférence, vous ne trouverez pas de représentants qui soient plus difficiles à convaincre que les Zambiens. Et cependant je garantis, en mon nom propre et comme en celui de mon Gouvernement, que lorsqu'une méthode réaliste pourra susciter une coopération fructueuse, nous serons les premiers à l'adopter.

Monsieur le Secrétaire exécutif, je ne vous retiendrai pas plus longtemps car vous avez à aborder un ordre du jour chargé. Je prie Dieu que les résultats de cette Conférence favorisent la cause de l'humanité et j'appelle Ses bénédictions sur vos débats.

J'ai maintenant le grand plaisir de déclarer ouverte la Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'est.



ANNEXE IV

DECLARATION DE M. TOLIBOYA,  
PRÉSIDENT DE LA SEPTIÈME SESSION  
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

J'éprouve un grand plaisir à assister à cette Conférence, non seulement en qualité de Président en exercice de la Commission économique pour l'Afrique, mais aussi comme chef de la délégation du Kenya. J'ai donc un double intérêt au succès de la Conférence : en premier lieu, parce que la CEA désire intensifier la coopération économique entre les pays de la sous-région. Cette coopération fait partie des efforts déployés en faveur de l'unité africaine et de l'intégration économique du continent tout entier; en second lieu, parce que le Gouvernement kényen est convaincu que seule une étroite coopération peut offrir les possibilités qui permettront de réaliser pleinement l'expansion économique en Afrique. La tâche qui nous confronte est stimulante et nous avons contracté une dette de gratitude envers le personnel du secrétariat de la CEA pour le travail de base qu'il a réalisé afin de préparer cette Conférence, pour quelques documents véritablement excellents dont il nous a saisis ainsi que de plusieurs propositions fort intéressantes. Pour la première fois, nous disposons d'excellentes études sur diverses industries existantes ou réalisables. De même, nous devons exprimer notre reconnaissance pour le soin avec lequel toutes les mesures nécessaires ont été prises.

Pour aborder notre ordre du jour, nous devons être réalistes et pratiques, si nous voulons aboutir à des résultats fructueux et concrets dans les limites du temps qui nous est imparti. Nous devons avoir une idée précise de nos objectifs à long et à court terme. Nous devons étudier le cadre institutionnel qui sera nécessaire à la mise en oeuvre de nos intentions. Nous devons mettre au point un calendrier, ce qui est particulièrement important, parce qu'il assigne à notre

personnel et à nos fonctionnaires un délai précis qui permet d'évaluer la tâche accomplie et les progrès réalisés. Sans cette répartition des tâches dans le temps, les programmes risquent de se traîner indéfiniment, pendant que les objectifs s'éloigneront vers un avenir de plus en plus reculé, ou se dissoudront même dans l'éternité. Je propose donc que nous passions en revue les objectifs possibles, que nous examinions les méthodes qui nous permettront de les atteindre et que nous établissions un calendrier provisoire qui fixe les délais à respecter.

Nos objectifs politiques à long terme sont tout à fait précis. Il s'agit d'aboutir à l'unité politique du continent africain et de libérer tous les pays africains du joug colonialiste. On ne pourra réaliser l'unité politique si l'on instaure pas progressivement la coopération économique par l'harmonisation et l'intégration. Le continent africain est si vaste, si divers, que l'unité ne se réalisera pas du jour au lendemain; il faudra pour cela de la planification, de l'entente et le ferme propos d'y aboutir. Multiples sont les obstacles, matériels, linguistiques, économiques, à surmonter avant qu'une unité africaine véritable et durable puisse être réalisée. Mais évidemment il y a bien plus de facteurs encore qui nous font une obligation de nous unir. Nous avons donc admis -- et votre présence même à Lusaka, aujourd'hui, le confirme -- que, si nous voulons l'unité, nous devons agir et non pas nous contenter de discourir. Nous nous sommes réunis pour prendre des mesures qui nous conduiront vers une unité fondée sur l'intégration et la coopération économiques. Le continent africain se prête tout naturellement aux groupements économiques sous-régionaux et dans d'autres régions de nombreux progrès ont été réalisés déjà dans ce sens. Il nous appartient, ici à Lusaka, de démontrer que la sous-région d'Afrique de l'est a l'intention de prendre des dispositions concrètes et durables en faveur de la coopération économique sous-régionale.

Le thème principal de notre Conférence, c'est l'harmonisation des programmes de développement industriel. On a estimé très justement qu'en fin de compte, la solution de nos problèmes économiques et de notre sous-développement, est l'industrialisation et que la voie vers l'accélération de l'expansion industrielle réside dans la coopération économique. Ce n'est que par ce moyen que nous pourrions nous assurer des marchés assez vastes pour que nos installations industrielles soient rentables grâce aux économies de dimensions. En effet, si elles ne disposent pas de marchés suffisamment vastes, nos industries ne pourront pas soutenir efficacement la concurrence des produits originaires des pays dont l'économie est plus évoluée. C'est pour cette raison que notre ordre du jour comprend un grand nombre d'études industrielles portant sur des industries distinctes ou sur des groupes d'industries qu'il serait possible d'implanter sur une base coopérative dans notre sous-région.

L'importance accordée au développement industriel est parfaitement justifiée. Toutefois, cela ne doit pas nous faire perdre de vue la nécessité de collaborer également pour notre développement agricole. Nous continuons tous à importer de grandes quantités de denrées alimentaires d'outre-mer. Or, nous ne devrions pas être importateurs de denrées alimentaires, mais nous devrions au contraire procéder à des exportations massives. Le tourisme est une autre des industries où une collaboration entre nos divers pays leur rapporterait des avantages mutuels. Les touristes extra-africains ne viennent pas en Afrique pour visiter un seul pays, mais pour voir l'Afrique. Si nous développons le tourisme dans la bonne direction, il pourrait nous apporter une partie très importante des devises dont nous avons besoin.

Revenons-en au développement industriel. Nous risquons fort d'aboutir à l'échec si nous le traitons comme une série de problèmes distincts. Les industries isolées ne prospèrent pas; il faut qu'elles soient constituées en "complexes". De même nous risquons d'échouer, si nous nous lançons dans une mêlée comparable à la ruée vers l'or.

Nous devons donc collaborer non seulement pour l'élaboration d'une politique sous-régionale de répartition des établissements, mais aussi pour l'attaque des problèmes d'organisation et d'infrastructure, qui font partie du processus d'industrialisation. La création de bonnes communications, l'harmonisation des politiques douanières, la coopération en matière monétaire, surtout pour le contrôle des changes, sont les éléments qui revêtent une importance primordiale.

Prenons par exemple les communications. La création de meilleurs moyens de communication est la tâche la plus importante à laquelle les pays de l'Afrique de l'est doivent s'attaquer pour faire progresser leur développement industriel. La nécessité d'un réseau ferroviaire reliant l'Afrique de l'est et l'Afrique du centre est trop connue, à Lusaka, pour qu'il soit utile de s'étendre maintenant sur cette question. Il est évident qu'il s'agira d'une entreprise de génie civil d'une ampleur considérable, dont la réalisation demandera un certain nombre d'années et exigera d'importants capitaux. Mais, outre de meilleures liaisons ferroviaires, nous avons besoin de meilleures routes, de meilleurs services de transport aérien, de meilleures télécommunications. Nous entendons constamment parler de gens qui, voulant aller à Lusaka par avion, s'entendent répondre qu'il n'y aura aucune place disponible avant trois semaines. Ce n'est pas ce genre de service aérien qui facilite la coopération industrielle; j'estime donc que notre conférence doit instituer un comité permanent composé de représentants des gouvernements et des compagnies de transport aérien intéressés, qui aurait à étudier les conditions dans lesquelles on pourrait améliorer les liaisons aériennes entre nos pays, aussi bien pour les passagers que pour le fret. Nous devons aussi améliorer considérablement nos routes principales. Il faudrait que nos pays soient au moins reliés entre eux par une bonne route principale praticable toute l'année. Nous devons nous habituer à envisager des routes capables de supporter des camions et remorques d'au moins 40 tonnes. Au sujet de la planification des routes principales, d'importants travaux ont été menés à bien; j'espère que le moment viendra bientôt où la Banque africaine

de développement, établie depuis peu, et les autres institutions de financement pourront nous aider à mettre nos plans à exécution. En 1970, le Kenya disposera sans doute d'un des meilleurs réseaux de routes principales de toute l'Afrique. Au titre du plan en cours d'exécution, nous nous proposons de consacrer quelque 20 millions de livres à l'expansion de nos routes principales, qui s'étendront de la côte à la frontière de l'Ouganda et de la frontière de la Tanzanie à la frontière de l'Ethiopie. Nous appuierons de tout notre pouvoir les institutions internationales afin que l'on puisse attribuer des fonds plus considérables à la construction de routes dans nos pays.

Quant à l'harmonisation des tarifs douaniers, une deuxième condition préalable de la coopération industrielle est l'instauration d'une union douanière qui groupe tous les pays de la sous-région. Il s'agirait, à mon sens, d'une union caractérisée par l'absence de barrières tarifaires intérieures et par l'existence d'un tarif extérieur commun. Nous devons nous accorder sur cet objectif et nous mettre à l'ouvrage pour l'atteindre. Une première étape consisterait à abolir les tarifs appliqués aux échanges de certains produits importants entre nos pays et en particulier des produits des industries que nous voudrions implanter et qui, pour être rentables, devront avoir des marchés correspondant à une partie ou à la totalité de la sous-région. Une étape intermédiaire consisterait à créer une zone de libre-échange, en attendant la solution du problème extrêmement complexe de nos tarifs extérieurs sur les importations en provenance du reste du monde. La troisième étape serait l'instauration d'une union douanière. Comme la nécessité de collaborer dans le domaine des tarifs extérieurs est un élément essentiel de toute politique d'intégration économique, je demanderais instamment que nous instituions une commission technique qui aurait à faire une étude et à présenter un rapport sur les problèmes que pose la création d'une union douanière entre nos pays. Plus nous attendrons, plus il nous sera difficile de nous entendre sur l'intégration de notre développement. Il importe donc que nous

conventions de certaines mesures à prendre pour obtenir qu'en 1970 au plus tard nous ayons achevé l'établissement d'une union douanière et posé même les fondations d'un marche Comm. un.

En matière de coopération monétaire, l'efficacité de l'intégration industrielle dépendra d'une troisième condition préalable, qui est l'instauration d'un système pratique de coopération monétaire de nature à faciliter les échanges et les investissements industriels entre les pays. Cette coopération n'exige pas nécessairement une Banque centrale commune. Mais nous devons conclure des accords sur le contrôle des changes et nous efforcer de maintenir la convertibilité de nos monnaies. Si l'on admet que les industries devront être réparties entre les pays de la sous-région et que la totalité ou une partie des échanges entre nos pays devront être complètement libérés de tous tarifs ou autres restrictions, je pense qu'il nous faudra instituer un comité permanent de techniciens qui aurait à suivre tous les problèmes de coopération monétaire.

Dans le domaine des institutions, il nous faudra considérer les dispositions à prendre pour que nous puissions être certains d'atteindre nos objectifs. Nous disposons, au sein du bureau sous-régional de la CEA, d'un petit noyau administratif de coopération. En outre, en Afrique de l'est, nous disposons de l'East African Common Services Organization, qui offre déjà une armature de coopération économique entre les trois pays de l'ancienne Afrique orientale. Conformément à mes remarques précédentes, j'estime que, pour renforcer la coopération entre nos pays, il nous faudrait des institutions qui auraient à connaître des problèmes suivants :

- a) Coordination générale des plans
- b) Planification et création de lignes principales de communications routières, ferroviaires et aériennes et, le cas échéant, de liaisons par voies navigables
- c) Création d'une union douanière

- d) Coopération Monétaire
- e) Préparation et organisation des industries.

A ce propos, ma délégation a pris note avec le plus grand intérêt des propositions formulées par la CEA sur la création d'une infrastructure organique destinée à stimuler la coopération dans la sous-région. Je me réserve de revenir sur ce point, au moment où la question sera examinée en séance. Il va de soi qu'aucune coopération efficace ne saurait être instauree et maintenue entre nous, en l'absence de certaines institutions puissantes organisées à cet effet.

Il est un problème de la plus haute importance que nous ne devons pas perdre de vue : je veux parler de ce fait regrettable que la Rhodésie et le Mozambique ne sont pas encore membres de plein droit de la CEA, tandis que l'Afrique du Sud se refuse encore à la possibilité d'être représentée démocratiquement à nos conférences. Tôt ou tard, ces pays deviendront des démocraties libres; nous devons donc en tenir compte dans les plans d'industrialisation de l'Afrique libre. Il faut donc que nos entretiens et délibérations portant sur l'harmonisation industrielle tiennent compte du rôle que ces pays finiront par jouer dans notre communauté de nations libres, quand ils travailleront de concert avec nous.

Pour conclure, je voudrais formuler une remarque d'ordre général. Au Kenya, l'expérience nous a appris qu'en Afrique de l'est les progrès ne cesseraient d'être freinés tant que nous n'arriverions pas à un accord sur une coopération efficace. Nous sommes convaincus qu'en Afrique, l'unique base de l'industrialisation est la création d'un marché africain aux fondations solides. Il nous faudra du temps encore avant de pouvoir espérer écouler nos produits manufacturés vers les régions économiquement évoluées du monde. D'autre part, nos marchés intérieurs nationaux sont trop restreints pour soutenir un programme rationnel d'industrialisation. Dans la situation actuelle, nous sommes exposés aux intrigues et aux machinations des grandes entreprises internationales et des groupes de bailleurs de fonds. Leur tactique est de nous opposer

les uns aux autres; ils nous forcent à rivaliser entre nous par l'octroi de concessions ou de privilèges; ils nous empêchent de créer une politique efficace des échanges et des marchés en Afrique et ils sapent nos plans de développement en nous privant de toute assistance financière ou technique, lorsque nos projets pourraient menacer leurs programmes internationaux. Si nous n'y prenons garde, nous serons pour toujours des fabricants de savon, de bière et de soda. Chacune de nos industries dites nouvelles dépend en fait d'une organisation mère dont le programme international est d'implanter les mêmes industries dans des pays voisins, tout en exigeant des protections analogues relevant du monopole. Tant que nous n'aurons pas jeté en Afrique les bases de la coopération, tous nos appels à Genève n'aboutiront à aucun résultat.

Nous remercions tous le Président Kaunda des paroles qu'il nous a adressées. Il fut l'un des champions de l'unité africaine. Nous nous rappelons aussi le rôle qu'il a joué en qualité de Président du PAFLÉCA. Il est juste qu'une aussi importante conférence ait lieu dans la capitale de la République de Zambie.



ANNEXE V

DECLARATION INAUGURALE DE M. R.K.A. GARDINER  
SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

L'origine de la présente conférence remonte à la mission préliminaire de 1963 sur la coordination industrielle en Afrique de l'est, à la suite de laquelle les pays d'Afrique de l'est ont décidé, au cours de la sixième session, de tenir à Lusaka une réunion sur la coordination économique. Cette décision a été confirmée à la septième session. Entre temps, les travaux avaient commencé dès 1964. A la septième session, la Commission a décidé également que des réunions analogues devraient avoir lieu dans chacune des trois autres sous-régions; elles seront convoquées à Léopoldville, Tanger et Niamey en février, avril et mai 1966, respectivement.

L'ordre du jour présenté à la Conférence (E/CN.14/LU/ECOP.1/Rev.1) est divisé en trois parties : la première section contient des propositions relatives à l'établissement et au fonctionnement d'un système intergouvernemental d'intégration à l'échelon sous-régional; la section II se rapporte à l'industrie; et la section III à d'autres éléments de l'intégration économique.

Je suggérerais que les travaux de la présente réunion soient centrés sur les sections I et II et, dans cette optique, vous trouverez peut-être commode de constituer deux comités pléniers. Le premier étudierait les points des sections I et III de l'ordre du jour et le second les points de la section II. Cette organisation serait d'autant plus commode que le premier comité serait le précurseur, dans le cadre du système proposé par le secrétariat - et j'en parlerai plus loin - du conseil des ministres et des premier, troisième et quatrième comités, tandis que le second serait le précurseur du deuxième comité. Il serait peut-être souhaitable également que le premier comité établisse un sous-comité de planificateurs, ce qui donnerait suite à la résolution 145 (VII) adoptée à la septième session.

La décision de créer des institutions intergouvernementales pour organiser la coopération économique dans chacune des sous-régions de l'Afrique repose sur un certain nombre de considérations que vous connaissez bien. Je ne mentionnerai que celles dont l'importance est la plus évidente. Les pays africains ont toujours été d'avis que l'avenir économique auquel le continent aspire ne peut être assuré que si les entraves à l'expansion économique imposées par des frontières politiques d'origine historique peuvent être neutralisées, et si grâce à la coordination des efforts de développement des différents Etats. L'Afrique peut aspirer au plus haut degré de progrès économique et social si les ressources des pays qui la composent peuvent être mises en commun et utilisées dans un effort coopératif de développement.

Il s'est avéré que pour atteindre ce but, nous devons procéder par étapes. La première consistera à rapprocher les économies des pays voisins constituant les diverses zones naturelles du continent et de constituer au sein de chaque zone, aux points les plus avantageux, des entreprises multinationales qui fourniront aux pays les produits et les installations qu'ils seraient dans l'impossibilité de se procurer individuellement par leurs propres moyens. Il ressort de facteurs d'ordre physique autant que politique qu'en répartissant le continent en quatre sous-régions, nous pourrions constituer des unités économiques de dimension commode et rentable dans un grand nombre de pays, sinon dans tous.

Les pays de chaque sous-région doivent apprendre à coordonner leurs politiques économiques et leurs activités de développement. Ils doivent s'entendre sur un certain nombre de projets qui assureront le progrès de l'ensemble de la sous-région. Et ils doivent créer des organismes capables d'assurer la mise en œuvre de ces projets selon un calendrier établi. Les pays de chaque sous-région devront arriver à des arrangements garantissant, dans toute la mesure du possible, que la forme de développement qu'ils auront choisie est la plus économique, la plus rentable et la plus dynamique, compte tenu des ressources naturelles de la sous-région et de ses possibilités d'acquérir les

connaissances, le patrimoine et les institutions économiques nécessaires. Ils devront également s'assurer - ce qui n'est pas moins important - que tous les pays de la sous-région bénéficieront des progrès accomplis selon un plan établi d'avance, et qu'en participant aux arrangements sous-régionaux, ils verront s'ouvrir des perspectives économiques bien plus favorables que celles sur lesquelles ils pourraient compter sans une coopération de cet ordre.

La coopération systématique appliquée sur une grande échelle au développement économique est un domaine d'activité nouveau pour les pays africains. En fait, dans le monde entier, l'intégration économique entre pays indépendants et souverains est un concept dont les avantages n'échappent à aucune intelligence, mais dont les hommes d'Etat et les économistes ont une expérience pratique limitée. En outre, il est évident qu'un processus de développement intégré comparable à celui que les pays de l'Afrique de l'est sont actuellement invités à adopter, ne donnera pas de résultats visibles avant longtemps et, dans cette période intermédiaire, provoquera une succession ininterrompue de problèmes et de possibilités, prévus aussi bien qu'imprévus. Nul ne peut fournir d'avance une formule universelle qui permette au processus de se dérouler sans encombre. Ce que nous devons faire, c'est établir un système permanent grâce auquel les gouvernements pourront se consulter régulièrement et prendre des décisions fondées sur la compréhension des intérêts nationaux et le sens de la solidarité africaine.

Les décisions à prendre pour assurer le développement à long terme des pays de la sous-région mettent en jeu les fonctions essentiellement propres à chaque gouvernement. L'avenir des populations devant qui les gouvernements sont responsables dépend de ces décisions. Aussi doivent-ils savoir exactement ce que seront leurs obligations, leurs avantages et leurs droits aux termes de cet accord de coopération. D'autre part, la coopération intergouvernementale en vue du développement économique est une notion si nouvelle que chaque gouvernement souhaitera conserver, dans ce domaine important, le libre exercice de ses responsabilités

nationales. Les suggestions contenues dans le document E/CN.14/LU/ECOP/8 relatives à l'établissement de mécanismes intergouvernementaux en Afrique de l'est procèdent du souci de respecter les vœux des pays de la sous-région, dans la mesure où le secrétariat a pu les identifier, concernant les principes essentiels qui devront régir la coopération économique. La Conférence est invitée à se prononcer sur un ensemble de principes. L'accord fait sur ce point, il sera peut-être bon de prendre des dispositions en vue d'intégrer des principes dans un traité formel entre les pays de l'Afrique de l'est, aux termes duquel serait constituée une communauté économique de l'Afrique de l'est.

Le secrétariat recommande que ce traité prévoit un organisme consultatif intergouvernemental composé de ministres, renforcé par quatre organes techniques principaux chargés des problèmes les plus importants liés à une action conjointe. Le secrétariat suggère que soit constitué un conseil des ministres responsable de l'administration du traité et de la négociation des accords finals sur toutes les propositions concrètes relatives au développement coopératif. Il suggère en outre que ce conseil des ministres bénéficie, pour les questions de politique générale, des avis d'un comité économique constitué par des planificateurs des pays de la sous-région. Ce comité devra également préparer les négociations au sein du conseil des ministres ou entre le conseil et les gouvernements ou d'autres organismes, et, dans l'immediat, traiter de tous les aspects de la coopération économique qui ne seraient pas du ressort des comités spéciaux. Le secrétariat suggère encore que des organes techniques constitués par des spécialistes soient consacrés notamment à l'industrie, aux transports et aux communications, et au commerce - domaines dans lesquels, à partir des études effectuées jusqu'ici, les pays de la sous-région pourront vraisemblablement passer au plus tôt à des décisions et à une action concrètes.

Dans le domaine de l'industrie, les documents dont la présente conférence est saisie fournissent une base grâce à laquelle les pays de l'Afrique de l'est pourront entreprendre immédiatement d'établir les

dossiers techniques nécessaires à la création d'un certain nombre d'industries, qui auront à desservir la sous-région tout entière ou divers groupements d'Etats constituant des marchés acceptables pour un établissement unique. Toutefois, qu'il ne soit permis de souligner que le développement industriel dans la sous-région doit être orienté vers la mise en place d'industries petites et moyennes aussi bien que vers l'implantation de grandes industries. Dans le cas surtout des petites industries, l'avantage principal qu'apportera l'adhésion à des institutions de ce genre découlera très certainement du fait que la création d'une vaste zone de débouchés, analogue à celle qui pourrait englober la Communauté économique de l'Afrique de l'est, où vivraient près de 70 millions d'habitants, stimulerait considérablement les développements économiques nationaux, dont les perspectives sont incertaines quant à leur aptitude à subsister économiquement, en même temps qu'elle leur offrirait des ouvertures.

La coopération économique se trouvera renforcée dans la sous-région si les biens, les capitaux et les cadres de direction jouissent d'une liberté de mouvement totale entre les pays de la sous-région, condition à laquelle devra s'ajouter une mobilité plus grande de la main-d'oeuvre. Il existe d'ores et déjà des réseaux de transport qui embrassent les pays de l'ancienne Afrique orientale britannique et de l'ancienne Fédération de Rhodésie et du Nyassaland. Il conviendra de raccorder les réseaux actuels puis il faudra relier les autres pays de la sous-région à ces réseaux, de manière à mettre en place une partie de l'infrastructure indispensable à une économie véritablement sous-régionale. Il faudra également installer entre les pays membres de la communauté des moyens de télécommunications modernes, qui favoriseront et leurs échanges et leurs industries. Le Comité des transports et communications qui est envisagé pourra prendre immédiatement les décisions requises pour épauler ensuite, avec le concours des pays, la mise en place d'un certain nombre de liaisons nettement indispensables, nécessaires d'ores et déjà pour desservir l'ensemble actuel des échanges et de la production. A mesure que les emplacements des nouvelles industries

et des nouvelles entreprises agricoles qui entrent dans le cadre du développement se trouveront arrêtés grâce à des accords sous-régionaux, il faudra établir de nouvelles artères de transport et prolonger celles qui existent. Il importe tout particulièrement que les progrès qui seront réalisés dans le développement d'un réseau de transport prennent une avance suffisante sur le développement de l'agriculture et de l'industrie pour que l'expansion économique dans la sous-région se déroule régulièrement, sans à-coups.

La réalité de la communauté économique de l'Afrique de l'est devra aussi se manifester par le resserrement des relations commerciales qui se développeront entre les pays de la sous-région. Les nouvelles entreprises qui seront créées dans tous les domaines, agriculture, industrie, énergie électrique, transports et télécommunications, doivent avoir la garantie d'être économiquement viables, par le jeu d'accords commerciaux appropriés leur permettant de profiter pleinement des échanges de biens et de services dans les limites géographiques du marché sous-régional. On pourrait donc suggérer que les pays de la sous-région aboutissent sans tarder à un accord relatif aux principes fondamentaux du régime commercial qui subsistera entre eux sous la forme de l'institution essentielle et centrale de la communauté économique.

Toutefois, il me faut souligner avec force que c'est aux gouvernements de la sous-région eux-mêmes qu'incombera la responsabilité de la création et de la gestion des institutions intergouvernementales appelées à favoriser le développement de la sous-région. Certes, la CEA et les autres institutions des Nations Unies se feront un devoir d'aider les gouvernements à entreprendre les tâches concrètes, à tendre vers les objectifs, quels qu'ils soient, sur lesquels ils se seront accordés. Mais il importe d'admettre sans équivoque que les négociations qui doivent permettre de définir ces tâches et de les accepter de concert, comme aussi de définir les efforts à déployer dans le sens de l'exécution sont nettement du ressort des gouvernements eux-mêmes.

A l'heure actuelle, il n'est ni possible, ni même réclonement nécessaire que les gouvernements de la sous-région mettent sur pied une sorte d'organisme officiel destiné à assurer le fonctionnement de la Communauté économique. On ne pourra à suggérer que les pays de l'Afrique instituent un groupe de quatre bureaux fonctionnaires, dont chacun assurera le secrétariat d'une des principales sections du programme de travail de la Communauté.

La section II se divise en trois parties. Les deux premières parties comprennent une série d'études sur les industries lourdes et les industries légères. Je ne pense pas que vous ayez intérêt à examiner ces documents dans tous leurs détails au cours de la présente conférence. Leur ensemble constitue une série complète d'études et d'enquêtes concernant la quasi-totalité des branches industrielles qui pourraient être implantées en Afrique. Ces documents ont été établis au cours des douze derniers mois par le secrétariat et par des consultants; parmi lesquels des spécialistes mis à la disposition de la CEA par certains des pays donateurs avec lesquels ont été conclus des accords bilatéraux; je tiens à leur exprimer ici nos remerciements les plus sincères. Je suis convaincu toutefois que vous voudrez examiner en détail les documents de la partie II, consacrés au financement des industries et aux codes d'investissement, à la recherche industrielle et à la normalisation, et, tout spécialement, le document qui, par une synthèse des études particulières, dégage des propositions de base détaillées applicables au développement industriel intégré dans la sous-région et fait ressortir les avantages, directs ou indirects, que tous les pays en retireront.

Les principales avances en faveur du développement industriel coordonné de la sous-région impliquent la nécessité d'accroître le produit intérieur brut qui devra atteindre plus de 10 milliards de dollars des Etats-Unis en 1975, contre un peu moins de 5,5 milliards en 1961. Pendant toute la période considérée, la moyenne du taux annuel de croissance serait alors de 4,5 pour 100, étant bien entendu qu'entre

1964 et 1975 il dépasserait 5 pour 100. Ce n'est pas faire preuve d'une ambition exagérée que d'arrêter ce chiffre de 4,5 (ou 5) pour 100. La production industrielle brute augmentera de quelque 3,5 milliards de dollars, la valeur ajoutée de plus de 1,3 milliard de dollars, l'emploi passant de 550.000 à 650.000 salariés. L'investissement en capital fixe nécessaire sera supérieur à 3,5 milliards de dollars. Dans le cas de certaines industries, la production optimale se situe à un niveau très élevé, si bien qu'on ne propose qu'un nombre limité d'usines, et même une seule parfois, pour la sidérurgie, par exemple, les engrais, la rayonne de viscose et le polyéthylène.

On démontre dans ces documents qu'un système intégré est indispensable, et non pas seulement dans le cas des grandes industries comme la sidérurgie, les engrais, la viscose. Des groupes importants, comme les textiles, le vêtement, les produits pharmaceutiques, les comestibles, se caractérisent par la multiplicité des produits définitifs, si bien qu'il n'y a pas un pays dans la sous-région qui, par ses propres moyens, puisse espérer produire dans des conditions viables plus qu'une partie de ses propres besoins. Cette sujétion pourrait être plus grave dans le cas des petits pays, moins grave, d'ailleurs, pour d'autres.

Un autre élément propice à la coopération apparaît dans la diversité des importations industrielles actuelles, lesquelles, souvent, ne sont même pas enregistrées complètement dans les statistiques de maints pays. Ces articles importés ne représentent les uns et les autres qu'un volume absolu réduit, mais ils sont assez nombreux pour devenir une source importante d'industrialisation, à condition que le problème soit abordé sur le plan sous-régional. Un document consacré aux petites industries dégage les possibilités qui existent dans ce domaine.

Toutes les propositions, dans tous leurs détails, tiennent compte des avantages de la spécialisation internationale portant sur tous les produits d'une industrie ou sur un ou deux produits essentiels dans le



cadre d'une industrie. On s'est efforcé délibérément de faire apparaître les conditions dans lesquelles une industrie ou les branches d'une industrie peuvent être réparties entre les pays de la sous-région, pour le plus grand avantage de tous. Ces propositions, le secrétariat ne les a pas formulées dans un esprit d'affirmation dogmatique. Quoiqu'il en soit, on peut espérer montrer, peut-être même démontrer que chaque pays connaîtrait avec un système de ce genre une expansion plus rapide que s'il se lançait dans la planification de son industrie sur une base strictement nationale. Simultanément, des dispositions sont prises pour assurer aux pays les plus faibles une expansion plus rapide que celle des autres, afin de contrebalancer les tendances de l'inégalité.

A l'heure actuelle, les pays de la sous-région ont élaboré leurs plans de développement indépendamment les uns des autres. S'ils acceptent un plan sous-régional de développement industriel analogue à celui qui a été proposé, il faudra que les plans nationaux de développement soient aménagés en conséquence.

Les documents relatifs au financement ont pour objet de faire ressortir qu'un effort considérablement plus grand doit être déployé pour accroître les moyens de financement intérieur et que la chose est possible. En deuxième lieu, il montre que les capitaux extérieurs sont nécessaires en énormes quantités, spécialement pendant les premières étapes de l'exécution. En outre, si l'on entend empêcher que le fardeau de la dette ne s'accroisse pour atteindre des niveaux prohibitifs, il faudra accroître la proportion des subventions par rapport aux emprunts. A cet égard, pour contenir tout alourdissement de la dette, il faudra étudier sur une base sous-régionale la création d'industries d'exportation et l'extension de celles qui existent déjà.

Il y aura lieu de déployer des efforts spéciaux pour augmenter la capacité d'absorption des pays les plus faibles; il conviendrait que ce soit l'objectif prioritaire de l'aide étrangère. Cette entreprise implique des finances intérieures et des recettes fiscales

importantes, une stabilité générale, la création de moyens pourvoyant au service de la dette, une amélioration de l'infrastructure, grâce en particulier à la formation d'un personnel de toutes catégories.

Un des documents traite tous les aspects du problème important que pose la nécessité d'attirer des capitaux étrangers en faveur du développement, et aussi les progrès réalisés récemment dans ce domaine, tels que la Convention de la Banque internationale pour le règlement des dépôts destinés à l'investissement, le plan proposé par l'OCDE pour garantir multilatéralement les investissements étrangers contre les risques autres que commerciaux et le plan que la Banque internationale met au point pour la compensation des capitaux réservés au développement. L'application des plans sous-régionaux de développement industriels proposés ne pourra qu'accroître dans une large mesure la rentabilité des investissements et, par conséquent, attirer davantage les investissements étrangers.

Un autre document recommande la création de trois nouveaux instituts dans le domaine des recherches industrielles; ils seraient voués respectivement aux denrées alimentaires, aux métaux et à l'industrie mécanique légère, aux fibres, au caoutchouc et aux plastiques; en même temps, l'Institut de recherches sur le bâtiment et la construction qui existe actuellement en Ethiopie, l'EAIRO et les Laboratoires de recherches sur les matériaux et d'essais des matériaux, qui existent actuellement au Kenya, seraient pris en charge par un Conseil est-africain de recherches et d'études industrielles, qui les administrerait et établirait leurs programmes. Il est probable que s'il était sollicité, le Fonds spécial des Nations Unies prêterait son concours pour le lancement de ce projet. Un autre document est consacré à la création d'un Institut sous-régional de normalisation, qui pourrait s'ajouter aux instituts précédents; ses fonctions essentielles consisteraient à coordonner les travaux des organismes nationaux de normalisation et à procéder à des études sur la normalisation. Cet éventuel institut sous-régional pourrait en outre coordonner les travaux des organismes

multi-nationaux qui existent ou qui sont envisagés, par exemple l'Association de normalisation de l'Afrique du centre et l'institut que l'on pourrait créer pour coiffer le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Avant d'en finir sur l'industrie, il y a lieu de signaler un dernier point. Pour qu'il soit possible de créer des industries multi-nationales et des industries sous-régionales, il sera indispensable, eu égard aux différences considérables que l'on observe entre les législations industrielles et commerciales, de négocier une convention destinée à définir les caractéristiques communes des entreprises de l'Afrique de l'est.

Les documents énumérés à la section III de l'ordre du jour ont un caractère essentiellement général. Au cas où vous désireriez les examiner pendant la Conférence, c'est le premier Comité plénier proposé qui pourra s'en charger dans les meilleures conditions.

Le secrétariat poursuit ses travaux sur les différents sujets énumérés qui font l'objet de la section III de l'ordre du jour. Si nous en sommes sollicités, nous serons en mesure l'an prochain de participer aux travaux du Conseil des ministres chargé de la coopération économique en Afrique de l'est et de ses comités auxiliaires.

A la suite de la Conférence sur les transports aériens qui a eu lieu l'an dernier à Addis-Abéba, nous étudions la possibilité de regrouper les compagnies de transport aérien de l'Afrique de l'est. De même, une étude sur les transports maritimes en Afrique de l'est est presque achevée. Dans le cadre d'une série d'études relatives aux raccordements des réseaux de transport intérieurs de groupes de pays africains qui sont entreprises par l'intermédiaire, en grande partie, de groupes de spécialistes mis à notre disposition par certains des pays qui aident les pays africains au titre d'accords bilatéraux, nous espérons être en mesure avant le milieu de l'an prochain de présenter des propositions détaillées à l'intention de l'Afrique de l'est. En ce qui concerne le Plan de télécommunication conjoint UIT/CEA, les travaux se poursuivent.

Un développement sous-régional intégré ne saurait reposer, bien entendu, sur la seule industrie; comme l'indique la communication E/CN.14/LU/ECOP/6, un document de travail important consacré aux perspectives de l'offre et de la demande de denrées alimentaires en Afrique de l'est sera établi en 1966. Dans la sous-région, l'agriculture continue d'être l'activité économique la plus importante, employant les deux tiers de la population et pourvoyant à plus de 40 pour 100 du produit intérieur brut. Les possibilités offertes à des économies sur les importations comme à des recettes supplémentaires en devises sont très larges. Compte tenu de la croissance démographique, accompagnée d'une augmentation des revenus, les quantités de produits alimentaires disponibles doivent augmenter. Il y a lieu de ne pas perdre de vue que, selon les prévisions, la population de l'Afrique de l'est doit s'accroître de quelque 24 millions d'habitants en 1975, par rapport à 1961 et que les emplois nouveaux créés par l'industrialisation ne pourront offrir des débouchés qu'à une fraction de ces habitants supplémentaires. Le développement industriel implique aussi le développement agricole. L'épargne n'est pas absorbée; bien au contraire elle s'accroît et contribue aux activités de l'industrie manufacturière. Enfin, la spécialisation agricole est largement possible dans la sous-région.

Si nous y sommes invités, nous sommes prêts, eu égard aux décisions prises pour favoriser le développement intégré de l'agriculture et l'industrie, à étudier d'une manière approfondie un code possible définissant les règles appelées à régir un marché commun englobant toute l'Afrique de l'est. Ce code comprendrait des propositions relatives à des tarifs provisoires intérieurs et extérieurs, à un tarif commun définitif et aux problèmes s'y rapportant. Nous sommes également disposés à aborder les problèmes que pose la coopération monétaire et fiscale en Afrique de l'est, y compris l'élaboration d'un code commun d'investissement.

L'énergie est un autre domaine qui se prête en Afrique de l'est à un développement intégré. Le pétrole a déjà fait l'objet d'un document et nous étudions actuellement le problème de l'énergie électrique.

Il y a également beaucoup à faire en ce qui concerne la main-d'oeuvre et la formation et, là encore, la coopération serait profitable. Nous avons diffusé deux documents à ce sujet et sommes prêts à poursuivre nos travaux.

Outre ce qui reste à faire dans les domaines que j'ai indiqués, de nouvelles tâches se présenteront à nous si nous voulons traduire dans la réalité les propositions présentées à la Conférence en vue du développement industriel. Les études que nous avons effectuées ont un caractère essentiellement préliminaire. La prochaine étape consistera dans des études sur les possibilités de réalisation économiques et techniques, sur l'implantation et sur le financement. Ces travaux dépasseront largement les ressources en main-d'oeuvre et en argent dont disposent les pays d'Afrique de l'est et le secrétariat de la CEA. Nous pouvons toutefois solliciter l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies, de l'Association internationale pour le développement et d'autres organismes internationaux de financement, ainsi que des donateurs prêts à fournir une aide bilatérale. Nous sommes disposés à travailler avec chaque gouvernement et, plus particulièrement, avec l'organisme intergouvernemental qui pourrait être créé, pour mettre au point rapidement un plan d'action détaillé et complet.

Je vous demanderai de préciser, avant la clôture des débats, toutes les formes d'assistance que vous souhaiteriez que la CEA vous apporte ou obtienne d'autres sources pour le compte de la nouvelle organisation de la coopération en Afrique de l'est que, j'espère, vous allez créer.

Enfin je crois qu'il est bon de souligner certains points relatifs aux tâches que nous allons nous fixer :

- 1) Ni l'Organisation des Nations Unies, ni ses institutions spécialisées, ni la Commission économique pour l'Afrique ne doivent être considérées comme remplaçant les gouvernements coloniaux et il ne saurait être question de les tenir pour responsables de la lenteur des progrès des Etats nouvellement indépendants. Une des caractéristiques de l'indépendance est que seul est responsable le gouvernement au pouvoir. L'Organisation des Nations Unies et les autres organismes internationaux sont pleinement conscients de la tâche redoutable à laquelle doivent faire face les Etats qui ont récemment accédé à l'indépendance et ils sont tout prêts à leur apporter leur appui, mais le Ciel n'aidera que ceux qui s'aident eux-mêmes.
- 2) La coopération économique internationale ne peut se substituer à l'effort national. En d'autres termes, c'est à chaque pays que revient l'initiative du progrès économique. Une fois définis les objectifs et les projets particuliers de chaque pays, il sera possible, dans un effort de coopération, de les coordonner avec ceux des autres participants. Nous sommes ici pour harmoniser les intérêts de tous les pays de la sous-région et pour mettre au point un programme qui réponde à leurs besoins.
- 3) Il est possible d'aboutir dans l'immédiat à des avantages, en maintenant des relations avec les pays non-africains plus avancés. Les pays africains ont besoin de devises pour financer leur développement économique mais ils doivent réaliser un équilibre entre une dépendance perpétuelle et un programme d'investissements capable de conduire à une transformation fondamentale des structures. Les difficultés auxquelles se sont heurtés les promoteurs de la Zone de libre échange de l'Amérique latine doivent nous mettre en garde. Le Mexique, par exemple, trouve plus d'avantages

directs à développer ses relations commerciales avec les Etats-Unis qu'avec ses voisins d'Amérique latine. Pendant un certain temps, les coûts de production et de transport justifieront sans doute difficilement l'implantation en Afrique d'industries destinées à concurrencer celles des pays plus avancés. Je demande instamment aux participants à cette conférence de ne pas perdre de temps à discuter de la participation de certains pays africains au Marché commun ou au système préférentiel du Commonwealth. Il est plus profitable d'aborder ces problèmes dans un esprit pragmatique. Si de nos débats se dégagent des conclusions concrètes, nous serons en mesure de régler plus tard les difficultés.

- 4) Les documents présentés à la Conférence sont particulièrement instructifs pour les sociétés industrielles étrangères qui seraient tentées d'encourager certains pays à s'obstiner à la sauvegarde de leurs intérêts nationaux immédiats. C'est ainsi que l'intégration de l'industrie automobile en Amérique latine est actuellement en butte à l'opposition de sociétés étrangères qui y possèdent des installations de production ou de montage et y disposent de marchés locaux garantis. On a estimé que pour desservir l'ensemble de l'Amérique latine il ne fallait pas plus d'une ou deux usines d'automobiles; or, il existe actuellement 40 usines réparties entre six pays et appartenant à des sociétés étrangères. Toutes fonctionnent évidemment au-dessous de leur capacité. Il pourrait en aller de même en Afrique dans presque tous les domaines principaux qui feront l'objet des débats de cette conférence.
- 5) Des difficultés se posent dans le domaine technique, qui ne sont pas insurmontables. La pénurie de main-d'oeuvre pourra constituer un handicap lorsque nous devrons faire face aux réalités concrètes de la situation. Il y a aussi le problème du financement. J'ai déjà mentionné les difficultés que pourront provoquer les intérêts étrangers. Mais je crois que le problème le plus grave reste celui de la lutte que nous devons mener contre l'égoïsme national et individuel.

ANNEXE VI

DECLARATION

de

M. Claude Segbenou

Représentant du Secrétaire général administratif

de

l'Organisation de l'unité africaine

Permettez-moi avant tout de vous adresser le salut fraternel du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que les vœux qu'il forme pour le succès de vos travaux. Je ne surprendrai personne en cette auguste assemblée en affirmant ainsi que, n'étaient-ce les obligations particulières qui découlent pour lui de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, actuellement en cours à Accra, le chef du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine serait ici, personnellement parmi vous, pour marquer l'intérêt particulier qu'il porte à vos assises. Cet intérêt particulier est à la mesure de la place primordiale qu'occupe la coopération économique dans les buts et les objectifs de l'Organisation de l'unité africaine.

La Charte de notre Organisation dit en effet, dans son préambule, qu'il est du devoir des chefs d'Etat et de gouvernement africains "de mettre les ressources naturelles et humaines de notre continent au service du progrès général de nos peuples dans tous les domaines de l'activité humaine". Parmi les moyens définis par cette même Charte pour la réalisation de ce programme général, la coordination et l'harmonisation des politiques nationales dans le domaine économique occupent une place de choix. C'est que, pour l'Organisation de l'unité africaine, la consolidation de l'indépendance politique ne peut se concevoir sans l'affirmation concrète de l'indépendance économique; et cette dernière passe nécessairement par la coordination et l'intensification de la coopération interafricaine, afin d'exploiter en commun les ressources naturelles de ce continent, de poser l'Afrique comme un partenaire valable dans le domaine du commerce international et,



par tout cela, d'offrir aux peuples d'Afrique des conditions de vie meilleures pour assurer leur plein épanouissement.

Cette philosophie de base qui répond aux réalités concrètes de l'Afrique indépendante et qui exprime la prise de conscience par les Africains des faiblesses dues à la division et à la fragmentation de la vie économique, cette philosophie qui répond à une soif légitime de justice et de dignité, a trouvé dans l'oeuvre de notre Commission économique et sociale, qui sert de base aux grands programmes des organismes politiques, un champ de réalisation idéal. Sans entrer dans le détail des recommandations de cette Commission, citons ici rapidement les points suivants qui sont désormais les lignes directrices de l'OUA en vue d'un développement rapide de l'Afrique :

1. Examen des diverses études faites sur le développement économique par pays, par région, ainsi que par secteurs, des économies africaines, pour mieux combiner les projets existants, afin de mieux présenter en conséquence les nouveaux projets à lancer sur le plan régional, voire continental;
2. Etude des facteurs relatifs au coût des divers projets dont la mise en oeuvre dépasse les moyens d'un seul Etat et se prête donc mieux à une réalisation dans le cadre multinational;
3. Coordination de l'industrialisation, afin de produire pour les marchés intérieurs des biens destinés à remplacer les importations, en permettant ainsi de fournir du travail à la main-d'oeuvre africaine, d'économiser des devises et d'étendre les échanges interafricains, ce qui reste l'un des moyens les plus sûrs d'intensifier la solidarité et l'unité africaines dont les bases ont été jetées à Addis-Abéba, et dont la concrétisation doit être la préoccupation quotidienne des responsables africains;
4. Etude du problème des dimensions minima des marchés, et création des régions de planification coordonnée qui produiraient les uns au profit des autres;

5. Après négociation entre les pays d'une même région, conclusion d'accords portant sur la rationalisation de l'implantement des infrastructures de production, sur leur gestion, leur exploitation, et aussi sur les préférences tarifaires, et la répartition des bénéfices des usines africaines;
  6. Harmonisation de la politique de toutes les économies viables, pour leur permettre de profiter de leur complémentarité;
  7. Préparation de programmes régionaux de développement, non seulement pour remplacer les biens de consommation et les produits de l'industrie légère, mais aussi pour développer les installations industrielles, afin d'avoir sur place, en Afrique, des produits manufacturés et des biens d'équipement nécessaires aux besoins des peuples africains.
- Enfin, formation et choix judicieux de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée, en vue d'atteindre une productivité assez grande et d'assez bonne qualité pour faire face efficacement à la concurrence internationale, et pour éliminer les risques de la dépendance à l'égard de l'étranger.

Cette brève énumération suffit à prouver que l'initiative prise par la Commission économique pour l'Afrique, à laquelle la coopération de vos Etats et l'assistance diligente du Gouvernement de la Zambie assurent dès le départ les meilleures conditions de succès, est conforme aux préoccupations capitales de l'OUA. Le Secrétaire général est convaincu que l'étude judicieuse des documents de travail qui sont soumis à cette Conférence permettra de réaliser l'harmonisation effective du développement industriel de l'Afrique de l'est. Ces documents de travail, qui correspondent à différents points inscrits à l'ordre du jour provisoire, présentent en effet une vue détaillée de la situation générale et des problèmes de chacun des secteurs de développement et sont appelés à offrir aux spécialistes une base d'appréciation, en vue de la définition des lignes directrices de la coopération entre les

divers pays qui forment la région de l'Afrique de l'est. Le catalogue des ressources naturelles, de la connaissance actuelle des potentialités, d'exploitation de l'infrastructure, et dans beaucoup de secteurs les données précises sur le financement de certains projets, sont en effet les éléments dont les spécialistes de ces secteurs de développement ont besoin pour prendre conscience de la complémentarité de leur économie et de la nécessité de mettre en commun leurs efforts en vue d'un développement plus rapide et plus rationnel.

Tout cela confère aux parties I et II de l'ordre du jour provisoire une valeur certaine et en fait un champ d'études et d'action pour ceux qu'intéresse l'extension du développement industriel en Afrique de l'est dans des domaines aussi variés que ceux de la métallurgie, du textile, des industries de cuir ou des industries chimiques. Il y a aussi peu de choses à dire sur la partie III de ce projet d'ordre du jour, dont la conception générale est telle qu'elle permet aux Etats membres de passer en revue les faiblesses de leur système économique dues à la concurrence, au niveau de la recherche des sources de financement, comme à l'absence d'harmonisation de système d'investissement, toutes choses qui font que les projets multinationaux trouvent difficilement des sympathies auprès des détenteurs de l'assistance extérieure. Les conclusions, voire les décisions les mieux adaptées en cette matière seront celles qui harmoniseront au niveau de toutes les entités qui forment la région, les législations de l'investissement et de la recherche industrielle en général. Cette brève analyse d'une partie de votre ordre du jour prouve clairement que l'oeuvre à laquelle vous vous attellez ici est assez bien préparée pour répondre aux aspirations légitimes des peuples de l'Afrique de l'est dans le domaine d'un développement économique et social rapide, qui passe nécessairement par la mise en commun des ressources et des efforts de chacun.

Si l'Organisation de l'unité africaine se doit de se réjouir de cet état de fait, il est toutefois de son devoir de se conformer aux

mots d'ordre de sa Charte et aux prises de position de ses organismes politiques dans ce domaine crucial de développement économique du continent; c'est le lieu de rappeler que, pour l'Organisation de l'unité africaine, si le développement économique passe nécessairement par la coopération à l'échelon régional, il doit déboucher sur une plus grande coopération, celle qui intègre les ressources du continent tout entier dans un vaste ensemble de production, qui impose l'Afrique comme un partenaire valable sur les marchés internationaux et donne droit à ses demandes dans le domaine du commerce international. Pour répondre à cette option fondamentale de l'Organisation de l'unité africaine, qui découle de l'approche la plus réaliste et la plus progressiste de l'affirmation de l'indépendance économique de notre continent, il est nécessaire que l'action envisagée à la partie IV de votre projet d'ordre du jour s'inscrive dans l'esprit et la lettre d'une intégration réelle de l'Afrique tout entière et, par conséquent, définisse les mesures qui insèrent l'effort entrepris en Afrique de l'est dans les tentatives et les recherches similaires qui ont lieu actuellement dans les autres régions du continent africain.

Quelle que soit la valeur des résultats acquis en vue de l'harmonisation du développement de cette région, elle restera largement tributaire de ce qui se fait ailleurs en Afrique occidentale, en Afrique centrale et en Afrique du nord. Bien mieux, l'industrialisation de l'Afrique de l'est ne peut que trouver une force nouvelle dans l'ouverture de cette région vers les autres zones de développement africain, en trouvant en Afrique même des sources complémentaires de matières premières ou d'énergie, des marchés plus élargis, bref une conjoncture générale plus favorable que celle offerte par l'étranger. Il est donc nécessaire que l'action envisagée soit conçue en pleine harmonie avec le développement dans le cadre régional et de continuer ainsi à perpétuer sa dépendance à l'égard de l'étranger.

L'appréciation de la situation économique en Afrique de l'est doit, pour être positive, se définir par rapport à celle des autres

régions du continent et mettre l'accent sur la complémentarité entre les différentes régions de l'Afrique, afin d'en tirer les règles qui utilisent cet état de fait, au bénéfice de l'ensemble des Etats membres de l'OUA. De ces règles, citons, parce qu'elles sont les plus évidentes, celles par lesquelles l'Afrique de l'est donne une priorité aux autres régions du continent dans la recherche des ressources naturelles ou de la main-d'oeuvre qu'elle ne peut fournir elle-même, ainsi que celles par lesquelles, après avoir satisfait à ses propres besoins, elle s'ouvre vers les marchés africains et leur ouvre le sien propre. Ces deux principes de base paraissent au début de cette Conférence ceux qui conviennent le mieux pour guider nos travaux, afin de les inscrire dans le cadre des buts définis par l'Organisation de l'unité africaine dont chacun des Etats participant ici est membre. Ce qu'ils impliquent au niveau de la définition technique des normes de production ou d'implantation d'infrastructure, en pleine connaissance et en pleine harmonie avec les efforts entrepris dans les autres régions du continent, ce qu'ils supposent d'harmonisation des législations économiques, sociales, financières entre les différentes zones de ce continent, ne ressortit peut-être pas à vos travaux actuels, mais il est indispensable que tout cela soit inscrit en exergue de vos délibérations, afin que la Conférence de Lusaka occupe une juste place au sein de ces grandes rencontres, dont non seulement les peuples de l'Afrique de l'est, mais ceux du continent africain tout entier attendent beaucoup pour la réalisation d'une Afrique jeune et prospère.

Parce que les organismes politiques de l'OUA ont jeté les bases de cette Afrique nouvelle, parce que, d'une Conférence à l'autre, ils en précisent les exigences et les conditions, le secrétariat général de l'OUA entend ici, par sa présence, apporter sa modeste contribution à vos travaux afin qu'ils renforcent et accélèrent la mise en application des objectifs fixés par les dirigeants africains en mai 1963.

ANNEXE VII

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Gardant à l'esprit la décision prise par les chefs d'Etat et de gouvernement africains de travailler à l'unité économique du continent,

Tenant compte des résolutions adoptées par les gouvernements africains en tant que membres de la Commission économique pour l'Afrique, aux termes desquelles la coopération économique au niveau sous-régional doit constituer une première étape en direction de l'unité économique pan-africaine,

Ayant étudié les propositions présentées à cet égard par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Recommande aux gouvernements des pays de l'Afrique de l'est d'établir officiellement la communauté économique de l'Afrique de l'est aux termes d'un traité qui devra être élaboré;

2. Conseille que le traité et la communauté qui sera établie aux termes de celui-ci prennent la forme décrite à l'annexe à la présente résolution;

3. Recommande en outre que les gouvernements des pays de l'Afrique de l'est constituent un conseil des ministres intérimaire qui élaborera le traité et mettra en oeuvre, en attendant sa ratification, les mesures de coopération économique adoptées;

4. Fait appel aux gouvernements des pays de l'Afrique de l'est pour qu'ils notifient leur adhésion aux présentes recommandations dans un délai de trois mois au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

I. La Communauté économique de l'Afrique de l'est

1. La Conférence recommande que les gouvernements de la sous-région de l'Afrique de l'est procèdent à la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'est. Les gouvernements feront savoir au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique avant trois mois qu'ils acceptent cette recommandation.

2. La Communauté sera établie en vertu d'un traité. La Conférence recommande également que les gouvernements des pays d'Afrique de l'est constituent un conseil des ministres intérimaire qui élaborera le traité et mettra en oeuvre, en attendant la ratification du traité, les mesures de coopération économique adoptées. Le conseil des ministres intérimaire sera institué dans les quatre mois, sous réserve de l'acceptation de ces recommandations par au moins six gouvernements appartenant à la sous-région, ou plus tôt si tous les gouvernements ont indiqué leur accord avant la fin de la période de trois mois mentionnée au par. 1.

3. En vertu de ce traité, les gouvernements membres s'engageront à entreprendre en commun des consultations et des négociations en vue du développement intégré de la sous-région, tout particulièrement dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports et communications, des échanges et des paiements, de la main-d'oeuvre et des ressources naturelles.

4. Les conditions dans lesquelles l'intégration sera réalisée dans chaque domaine, le degré de cette intégration, le moment où il faudra aborder chaque secteur de coopération, feront l'objet de délibérations et de discussions au niveau de l'organe principal créé pour administrer la communauté économique.

5. Les organes de la communauté économique constitueront le lieu de rencontre où seront discutés les divers principes du développement économique qui présentent un intérêt commun pour les pays de la sous-région. Les décisions touchant des questions essentielles auxquelles aboutiront ces délibérations et négociations intergouvernementales ne seront exécutoires que sous réserve de leur adoption par les gouvernements participants en vertu d'une forme de ratification qui sera

ANNEXE VII

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Gardant à l'esprit la décision prise par les chefs d'Etat et de gouvernement africains de travailler à l'unité économique du continent,

Tenant compte des résolutions adoptées par les gouvernements africains en tant que membres de la Commission économique pour l'Afrique, aux termes desquelles la coopération économique au niveau sous-régional doit constituer une première étape en direction de l'unité économique pan-africaine,

Ayant étudié les propositions présentées à cet égard par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Recommande aux gouvernements des pays de l'Afrique de l'est d'établir officiellement la communauté économique de l'Afrique de l'est aux termes d'un traité qui devra être élaboré;

2. Conseille que le traité et la communauté qui sera établie aux termes de celui-ci prennent la forme décrite à l'annexe à la présente résolution;

3. Recommande en outre que les gouvernements des pays de l'Afrique de l'est constituent un conseil des ministres intérimaire qui élaborera le traité et mettra en oeuvre, en attendant sa ratification, les mesures de coopération économique adoptées;

4. Fait appel aux gouvernements des pays de l'Afrique de l'est pour qu'ils notifient leur adhésion aux présentes recommandations dans un délai de trois mois au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.



I. La Communauté économique de l'Afrique de l'est

1. La Conférence recommande que les gouvernements de la sous-région de l'Afrique de l'est procèdent à la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'est. Les gouvernements feront savoir au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique avant trois mois qu'ils acceptent cette recommandation.
2. La Communauté sera établie en vertu d'un traité. La Conférence recommande également que les gouvernements des pays d'Afrique de l'est constituent un conseil des ministres intérimaire qui élaborera le traité et mettra en oeuvre, en attendant la ratification du traité, les mesures de coopération économique adoptées. Le conseil des ministres intérimaire sera institué dans les quatre mois, sous réserve de l'acceptation de ces recommandations par au moins six gouvernements appartenant à la sous-région, ou plus tôt si tous les gouvernements ont indiqué leur accord avant la fin de la période de trois mois mentionnée au par. 1.
3. En vertu de ce traité, les gouvernements membres s'engageront à entreprendre en commun des consultations et des négociations en vue du développement intégré de la sous-région, tout particulièrement dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des transports et communications, des échanges et des paiements, de la main-d'oeuvre et des ressources naturelles.
4. Les conditions dans lesquelles l'intégration sera réalisée dans chaque domaine, le degré de cette intégration, le moment où il faudra aborder chaque secteur de coopération, feront l'objet de délibérations et de discussions au niveau de l'organe principal créé pour administrer la communauté économique.
5. Les organes de la communauté économique constitueront le lieu de rencontre où seront discutés les divers principes du développement économique qui présentent un intérêt commun pour les pays de la sous-région. Les décisions touchant des questions essentielles auxquelles aboutiront ces délibérations et négociations intergouvernementales ne seront exécutoires que sous réserve de leur adoption par les gouvernements participants en vertu d'une forme de ratification qui sera

spécifiée dans le traité. Il sera précisé dans les modalités correspondantes que la ratification par les gouvernements membres des décisions touchant des questions essentielles auxquelles le conseil des ministres envisagé aura abouti devra être notifiée sous la signature ou le sceau du chef du gouvernement.

6. La mise en application des décisions prises par les organes de la communauté économique incombera en général aux gouvernements considérés séparément. Pour ratifier le traité portant création de la communauté, chaque gouvernement devra s'engager à faire en sorte que ses propres programmes nationaux reflètent l'adoption ferme des décisions prises au nom de la communauté économique et dûment ratifiées, concernant en particulier l'incorporation des projets adoptés de concert dans les plans nationaux de développement et l'affectation de ressources budgétaires et autres à leur mise en application en temps opportun.

7. Le traité portant création de la communauté économique de l'Afrique de l'est sera révisé tous les dix ans, à condition qu'il ait été élargi ou que ses fonctions aient été révisées dans le courant de la période de dix ans précédente, si cette extension ou cette révision a été acceptée par tous les gouvernements membres.

## II. Le conseil des ministres

8. Le principal organe de la communauté économique de l'Afrique de l'est constitué aux termes du traité sera un conseil des ministres, au sein duquel chaque pays membre sera représenté par les ministres responsables de la planification ou des affaires économiques ou par un ministre désigné par le gouvernement.

9. L'accord de principe des gouvernements sur toutes propositions relatives au développement intégré serait considéré comme acquis une fois ces propositions approuvées par le conseil. Les ministres représentants devront par conséquent être dotés, par les moyens constitutionnels habituels, des pouvoirs nécessaires pour prendre des engagements préliminaires au nom de leur gouvernement, sous réserve de la ratification finale mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus.

E/CN.14/346

E/CN.14/LU/ECOP/12

Annexe VII

Page 4

10. Dans les limites des domaines d'action conjointe admis par les gouvernements aux termes du traité, le conseil des ministres fixera de façon suffisamment détaillée les grandes lignes du développement à adopter conjointement par les gouvernements de l'Afrique de l'est.
11. Le conseil des ministres aura pouvoir de créer à l'échelon ministériel ou officiel, les comités subsidiaires qui s'avèreront nécessaires pour la mise au point de programmes et d'accords relatifs à certains domaines de la coopération économique.
12. Le traité devra prévoir que le conseil des ministres prendra ses décisions en fonction de l'opinion prépondérante, après des négociations et des discussions poussées. Les décisions portant sur des questions que le conseil des ministres lui-même décide de classer comme questions générales devront être approuvées à l'unanimité des parties au traité. Le traité devra contenir des dispositions qui préciseront cette classification. En outre, aucune décision impliquant certaines mesures de la part d'un Etat membre ne devra être prise sans le consentement de cet Etat. Une disposition spéciale devra être prévue, réservant le droit aux pays membres de la communauté économique de prendre des mesures conjointes en n'importe quel domaine, à condition que ces mesures ne portent pas préjudice aux objectifs du traité ou ne soient pas en contradiction avec les programmes adoptés par le conseil des ministres. Les procédures de vote énoncées ci-dessus seront applicables au conseil des ministres intérimaire dans le cadre de ses travaux.
13. Le conseil des ministres sera également chargé de négocier certains accords relatifs à des projets particuliers ou à des régimes d'échange et de paiements conclus entre les pays ou au nom de la communauté, dans le cadre général du traité. Il va de soi que certaines discussions concernant l'élaboration d'accords de ce genre pourraient être confiées à l'un des organes subsidiaires permanents ou à un organe spécial créé à cet effet. Toutefois, le conseil des ministres devra fixer dans chaque cas les attributions, le programme de travail et les principes directeurs de tels organes. Le développement commun de divers secteurs

industriels ou l'exploitation conjointe de divers services de transports et de communications, de recherche, etc. pourront également faire l'objet de tels accords.

14. Le conseil des ministres sera chargé de l'interprétation des responsabilités assumées par les divers gouvernements, aussi bien en vertu du traité général instituant la communauté économique qu'en vertu d'accords déterminés. Il devra également veiller, en permanence, à l'application de tous ces accords.

### III. Le comité économique

15. Le principal organe technique dépendant du conseil des ministres sera le comité économique, composé de fonctionnaires et d'experts qui, dans leur propre pays, sont essentiellement chargés des questions de planification et de développement dans le domaine technique. Ce comité économique assistera le conseil des ministres dans tous ses travaux, et notamment dans les domaines suivants : a) élaboration de mesures générales de développement intégré; b) établissement de programmes de travail pour le conseil des ministres et les autres organes subsidiaires; c) élaboration des grandes lignes des accords qui doivent intervenir entre les gouvernements membres; d) harmonisation des plans de développement national dans les secteurs choisis pour le développement intégré, notamment la désignation des objectifs prioritaires et l'établissement d'un plan pour la mise en oeuvre des divers aspects du développement commun; e) étude de tous les autres secteurs du développement intégré qui ne seraient pas encore confiés à d'autres organes subsidiaires, y compris notamment l'agriculture, les finances et les investissements, les mesures de protection et la fixation des prix (au besoin, recommander au conseil des ministres la création d'autres organes pour traiter ces questions); f) examen des propositions faites par les autres organes subsidiaires et intégration de ces propositions dans les programmes à adopter par le conseil des ministres; g) élaboration, par tous autres moyens, de programmes de travail et préparation des

réunions du conseil des ministres; h) supervision des travaux du secrétariat permanent de la communauté.

16. En attendant la ratification du traité, les gouvernements de l'Afrique de l'est institueront un comité économique provisoire dont la composition et les fonctions seront celles qui sont énumérées au paragraphe 15.

18. Dans le texte du traité, les pays de l'Afrique de l'est prendront des dispositions en vue de la création d'un secrétariat permanent. Le conseil des ministres interimaire définira l'étendue de ces dispositions.

19. En attendant qu'ils soient en mesure de recruter leur propre personnel et d'établir un budget pour le fonctionnement du secrétariat, les pays de la sous-région demanderont à la Commission économique pour l'Afrique de prêter son concours à la communauté pour le recrutement et la rémunération d'un personnel fixe, pour mettre sur pied les moyens administratifs nécessaires, de même que les services techniques et consultatifs, la Commission économique pour l'Afrique agissant en l'occurrence par l'intermédiaire de son bureau sous-régional de Lusaka.

#### UNE COMPAGNIE DE TRANSPORT AERIEN COMMUNE EN AFRIQUE DE L'EST

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Parfaitement consciente des besoins de la sous-région dans le domaine des transports aériens, comme aussi du programme d'activités lancé en 1964 par l'Organisation de l'aviation civile internationale et la Commission économique pour l'Afrique,

1. Réaffirme la nécessité urgente d'une unification des compagnies de transport aérien appartenant aux pays de la sous-région;
2. Invite le Conseil des ministres interimaire à obtenir des gouvernements de la sous-région un engagement immédiat sur ce projet, afin que des négociations pratiques puissent être engagées;

3. Invite les gouvernements des pays de l'Afrique de l'est à étudier la possibilité de prendre des dispositions provisoires qui permettraient d'accroître dans une mesure importante la fréquence des liaisons aériennes entre les pays de la sous-région et de créer des services aériens entre les pays qui ne sont pas encore reliés par des lignes aériennes régulières;

4. Invite le Conseil des ministres intérimaire à recommander aux gouvernements de la sous-région d'accorder à ce projet un soutien financier suffisant pour permettre d'assurer ou de développer les liaisons en question.

#### AGRICULTURE

#### Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Parfaitement consciente des besoins alimentaires sans cesse croissants d'une population qui augmente rapidement,

Reconnaissant la nécessité d'améliorer la productivité de l'agriculture en vue d'accroître le volume des échanges de produits agricoles entre les Etats,

Ne perdant pas de vue les possibilités offertes à l'accroissement du volume des échanges sous-régionaux de produits agricoles qui découlent de l'existence dans la sous-région d'excédents et de manques qui sont fonction de conditions saisonnières,

Consciente du rôle important que le traitement sur place des produits agricoles pourrait jouer en faveur du progrès économique de la sous-région,

1. Prie le Conseil des ministres intérimaire d'élaborer dans un délai aussi bref que possible une politique alimentaire pour la sous-région, en tenant compte de la situation démographique comme de la situation en matière de nutrition, politique dont les pays membres s'inspireront pour leur planification agricole;

2. Prie la Commission économique pour l'Afrique et la FAO, en considération de la diversité des conditions naturelles dans la sous-région, de prêter dans leurs études une attention particulière aux possibilités de spécialisation agricole qui permettraient d'améliorer le rendement agricole;

3. Prie le Conseil des ministres intérimaire de préparer, au moyen d'études techniques, de projets du Fonds spécial et d'autres mesures appropriées, l'exploitation des possibilités de diversification et de spécialisation agricoles au plan sous-régional, et d'une meilleure utilisation des ressources agricoles de la sous-région;

4. Prie le Conseil des ministres intérimaire de chercher à encourager et à libérer totalement dès que possible les échanges sous-régionaux portant sur les produits agricoles.

#### CONFÉRENCE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

#### Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Consciente de l'insuffisance des communications entre Etats, qui est préjudiciable au développement des économies des pays de la sous-région,

1. Réaffirme l'importance du programme conjoint UIT/CEA relatif aux liaisons de télécommunications avec les autres sous-régions d'Afrique et prie le Comité économique intérimaire de donner en conséquence des instructions aux représentants de la sous-région au Groupe de travail sur les transports et les communications;

2. Prie le Conseil des ministres intérimaire d'étudier la possibilité d'établir des liaisons de télécommunications directes entre tous les pays de la sous-région dans un délai de cinq ans;

3. Recommande que les gouvernements des pays de l'Afrique de l'est se déclarent en faveur de la liaison proposée des circuits de télécommunications entre les sous-régions de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre.

## TRANSPORTS

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965.

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant la nécessité de mettre en place des moyens de transports permettant l'accès aux marchés sous-régionaux et assurant aux produits manufacturés et autres articles originaires de la sous-région une position relativement concurrentielle par rapport aux marchandises provenant d'autres parties du monde,

Ayant pris connaissance des programmes nationaux relatifs aux transports ainsi que des études entreprises à ce sujet sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique en coopération, au titre de l'aide bilatérale, avec des pays donateurs,

1. Prie le Conseil des ministres intérimaire d'entreprendre dès que possible l'étude d'un réseau de transports intégré répondant aux besoins des échanges sous-régionaux et capable de favoriser la coopération entre les pays membres de la Communauté, compte tenu notamment de la nécessité d'harmoniser les plans nationaux actuellement prévus pour le développement des transports;
2. Demande à cet égard aux gouvernements des pays de la sous-région de faciliter et d'accélérer dans toute la mesure du possible l'avancement des études préliminaires entreprises par les pays membres de la Commission économique pour l'Afrique et par divers organismes;
3. Prie le Conseil des ministres intérimaire d'apporter son soutien à la réalisation de raccordements fer/route entre pays, tels que les projets envisagés par la Tanzanie et la Zambie et par le Kenya et l'Ethiopie;
4. Adresse en outre un appel au Fonds spécial des Nations Unies et aux gouvernements des pays exportateurs de capitaux pour qu'ils participent par tous les moyens possibles à la réalisation rapide d'un réseau de transports intégré capable de desservir les pays de la Communauté économique de l'Afrique de l'est.



COMMERCE

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Sachant que l'un des principaux objectifs de la Communauté économique de l'Afrique de l'est est de favoriser les échanges entre les Etats,

Parfaitement consciente des efforts déployés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et au titre du programme de l'UNCTAD pour favoriser le commerce et le développement dans les pays en voie de développement,

1. Affirme la nécessité d'une libération totale des échanges dans la sous-région en tant qu'élément essentiel de la Communauté économique de l'Afrique de l'est;

2. Recommande que la Communauté tende à supprimer progressivement dans un délai de dix ans toutes les barrières commerciales intérieures, à condition que des dispositions soient prises dans l'immédiat pour garantir des débouchés sous-régionaux et multinationaux aux produits des industries sous-régionales et multinationales considérées comme telles par la Communauté, et aussi aux produits de l'agriculture;

3. Invite le Conseil des ministres interimaire à entreprendre les négociations tendant à la création d'une union douanière complète entre les membres de la Communauté au bout d'une période limitée de dix ans, compte tenu du degré de protection nécessaire appelé à garantir l'existence des industries sous-régionales et multinationales;

4. Invite la Commission économique pour l'Afrique à accorder au Comité économique interimaire et au Conseil des ministres interimaire toute l'assistance dont ils pourraient avoir besoin pour l'étude de ces questions et les négociations qu'elles impliquent, compte tenu des incidences fiscales et économiques que les pays membres auraient à connaître du fait de la libération des échanges.

TOURISME

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Consciente des possibilités du tourisme du fait des apports des devises étrangères qu'il permet,

Consciente également de l'intérêt croissant que les touristes manifestent pour l'Afrique et particulièrement pour les pays de la sous-région,

Désireuse d'accroître encore cet intérêt et consciente de la nécessité d'attirer les touristes et de faciliter leurs mouvements dans la sous-région,

1. Recommande que les gouvernements coordonnent leurs programmes touristiques, leurs méthodes publicitaires et les autres dispositions prises dans ce domaine et invite le Conseil des ministres intérimaire à accorder leur attention sans le moindre délai à cette question;
2. Invite le Conseil des ministres intérimaire à examiner avec les gouvernements membres les mesures appropriées à prendre au sujet des formalités qu'impliquent les mouvements des touristes à travers la sous-région, en vue de faciliter leurs déplacements;
3. Invite le Conseil des ministres intérimaire à étudier avec les gouvernements membres les mesures qui permettraient de développer le tourisme parmi les ressortissants des Etats membres.

MAIN-D'OEUVRE TECHNIQUE ET CADRES PROFESSIONNELS

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Constatant l'insuffisance en nombre de la main-d'oeuvre qualifiée disponible dans les pays de la sous-région,

Consciente des besoins croissants de main-d'oeuvre qualifiée liés à la mise en oeuvre des programmes de développement de la Communauté,

Pleinement consciente de la pénurie actuelle de moyens de formation,

1. Invite le Conseil des ministres intérimaire à prendre, en coopération avec les gouvernements, les mesures nécessaires à la constitution d'un organisme destiné à poursuivre l'étude des problèmes et des besoins de la sous-région en matière de main-d'oeuvre technique et de cadres;
2. Prie la Commission économique pour l'Afrique et le Fonds spécial des Nations Unies d'envisager la possibilité de prêter leur assistance pour la création d'organismes destinés à répondre aux besoins de la sous-région en main-d'oeuvre technique et en cadres;
3. Prie le Conseil des ministres interimaire d'étudier la possibilité d'une coopération au plan sous-régional dans le domaine de la formation d'une main-d'oeuvre technique et de personnel de niveau élevé.

TRANSPORTS MARITILES

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant l'importance de l'incidence des taux de fret sur les activités économiques des pays de la sous-région,

Pleinement consciente de la portée des travaux déjà entrepris par la Commission économique pour l'Afrique dans ce domaine,

Prie le Conseil des ministres interimaire de recommander aux gouvernements membres l'établissement d'un réseau de transports maritimes unifié.

## PAIEMENTS

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Prenant acte des problèmes et des difficultés auxquels les paiements donnent lieu dans la sous-région, problèmes et difficultés qui sont appelés à s'aggraver avec l'expansion des échanges au sein de la Communauté,

Gardant à l'esprit l'initiative prise par la Commission économique pour l'Afrique et les études préliminaires qui ont été établies à ce sujet,

Invite la Commission économique pour l'Afrique et le Conseil des ministres interimaire à entreprendre une étude sur la possibilité de créer un système de paiement à l'usage de la Communauté économique de l'Afrique de l'est,

## RESSOURCES NATURELLES

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant la nécessité d'exploiter pleinement les ressources naturelles de la sous-région,

Conscient de l'insuffisance des inventaires actuels, eu égard aux fins du développement envisagé,

Invite les gouvernements membres à faire rapport sur l'établissement d'un organisme destiné à dresser et à tenir à jour un inventaire des ressources naturelles.

#### PAIEMENTS

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Prenant acte des problèmes et des difficultés auxquels les paiements donnent lieu dans la sous-région, problèmes et difficultés qui sont appelés à s'aggraver avec l'expansion des échanges au sein de la Communauté,

Gardant à l'esprit l'initiative prise par la Commission économique pour l'Afrique et les études préliminaires qui ont été établies à ce sujet,

Invite la Commission économique pour l'Afrique et le Conseil des ministres interimaire à entreprendre une étude sur la possibilité de créer un système de paiement à l'usage de la Communauté économique de l'Afrique de l'est.

#### RESSOURCES NATURELLES

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant la nécessité d'exploiter pleinement les ressources naturelles de la sous-région,

Consciente de l'insuffisance des inventaires actuels, eu égard aux fins du développement envisagé,

Invite les gouvernements membres à faire rapport sur l'établissement d'un organisme destiné à dresser et à tenir à jour un inventaire des ressources naturelles.

SECRETARIAT PERMANENT

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 29 octobre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Ayant décidé de recommander aux gouvernements de la sous-région de créer un secrétariat permanent à l'usage de la Communauté économique de l'Afrique de l'est,

Considérant la nécessité d'entreprendre dès que possible l'établissement de ce secrétariat,

1. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de prêter son concours aux gouvernements de l'Afrique de l'est pour l'établissement du secrétariat permanent;
2. Invite la Commission économique pour l'Afrique à fournir à ce secrétariat le personnel fixe, les moyens administratifs, les services techniques et les services consultatifs indispensables à l'efficacité de son fonctionnement;
3. Demande, en particulier, à la Commission économique pour l'Afrique d'entreprendre les travaux préparatoires en vue de la convocation du Conseil des ministres intérimaire;
4. Invite la Commission économique pour l'Afrique à préparer des estimations relatives au personnel nécessaire et aux autres besoins du secrétariat permanent, estimations à soumettre à l'examen du Conseil des ministres intérimaire, compte tenu des suggestions relatives à l'assistance technique que le Conseil des ministres intérimaire pourrait solliciter auprès du Bureau de l'assistance technique des Nations Unies, comme des autres institutions internationales ou bilatérales.

COORDINATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT NATIONAUX

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Considérant sa décision prise à l'unanimité de recommander aux gouvernements des pays de la sous-région l'établissement de la Communauté économique de l'Afrique de l'est,

Reconnaissant le rôle que les divers gouvernements et leurs organismes nationaux de planification jouent dans la réalisation des objectifs de la Communauté,

1. Fait appel aux gouvernements qui élaborent ou révisent leurs plans nationaux de développement afin qu'ils tiennent pleinement compte des propositions concernant la coopération économique au plan sous-régional présentées au cours de la Conférence;

2. Invite instamment les gouvernements des pays de la sous-région à se tenir mutuellement informés de leurs plans, de leurs programmes ~~et de leurs projets~~, par l'intermédiaire du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et du secrétariat permanent de la Communauté lorsqu'il aura été constitué;

3. Invite tous les gouvernements à s'efforcer d'intégrer ces propositions dans la mise en oeuvre de leurs programmes de développement.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant que des études plus approfondies seront nécessaires avant qu'il soit possible de mettre à exécution les projets envisagés par la Conférence,

Tenant compte de la demande déjà formulée à la Commission économique pour l'Afrique afin qu'elle entreprenne ces études en relation avec les projets particuliers mentionnés dans ses résolutions,

1. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes dispositions utiles pour obtenir l'assistance technique et financière qui permettra de procéder aux études relatives aux possibilités de réalisation et aux études techniques tendant à la mise en oeuvre de tous les projets utiles au développement que la Conférence a envisagés;
2. Demande à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées, comme aux pays donateurs sympathisants, d'accorder une assistance financière et technique complémentaire à cet effet;
3. Invite les gouvernements de la sous-région d'Afrique de l'est à prêter leur concours en cas de besoin au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour la mobilisation de cette assistance technique et financière.

#### COORDINATION INDUSTRIELLE

#### Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

##### La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant que la coordination des développements industriels est un des principaux objectifs à atteindre pour que la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'est soit possible,

1. Accueille avec satisfaction l'initiative de la Commission économique pour l'Afrique qui a préparé les propositions relatives à la coordination industrielle présentée à la présente Conférence;
2. Recommande que ces propositions soient soumises au Conseil des ministres intérimaire en vue d'une étude détaillée.



INDUSTRIE DES APPAREILS DE RADIO

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Consciente de la nécessité de coordonner le développement de  
l'industrie des appareils de radio dans la sous-région,

Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour  
l'Afrique à prendre toutes dispositions utiles pour qu'une étude soit  
entreprise sur cette industrie et sur son évolution future dans la  
sous-région.

RECHERCHE INDUSTRIELLE

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant le rôle vital que la recherche industrielle peut jouer  
dans la coordination et le développement industriels de la sous-région,

1. Approuve les recommandations préconisant la création d'un conseil  
autonome de recherche industrielle en Afrique de l'est investi des  
pouvoirs et prérogatives lui permettant de prendre à sa charge les  
instituts existants, d'en créer de nouveaux, tels que proposés dans  
l'étude et d'en diriger les travaux;

2. Prend note avec satisfaction et reconnaissance de l'assistance  
financière déjà offerte par le Gouvernement du Royaume-Uni au titre  
des dispositions actuelles et de l'intention qu'il a manifestée d'exa-  
miner avec bienveillance les requêtes sollicitant un appui complémen-  
taire en faveur de la recherche industrielle dans la sous-région, en  
vertu de nouvelles dispositions envisagées;

3. Recommande que la Commission économique pour l'Afrique, en liai-  
son avec les gouvernements des pays dans lesquels des instituts existent  
ou sont appelés à être créés, prenne sans délai toutes dispositions  
nécessaires en vue de la création du conseil et des instituts, avec

le concours du Fonds spécial des Nations Unies, des institutions d'assistance et des pays donateurs sympathisants.

#### NORMALISATION

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant l'importance des normes pour la rationalisation et l'harmonisation de l'industrie et du commerce dans la sous-région,

1. Approuve la recommandation préconisant le renforcement des noyaux nationaux actuels de normalisation dans les divers pays grâce à la création d'un institut de normalisation en Afrique de l'est, compte tenu des responsabilités générales en matière de développement industriel;

2. Recommande que la Commission économique pour l'Afrique, en liaison avec les pays de la sous-région, prennent les dispositions nécessaires en vue de la création de l'institut de normalisation de l'Afrique de l'est et d'associations nationales de normalisation sous les auspices de l'éventuel conseil de la recherche industrielle de l'Afrique de l'est;

3. Invite tous les Etats membres à étudier la possibilité d'adopter le système métrique et un système commun de poids et mesures.

#### DEVELOPPEMENT DES PETITES INDUSTRIES

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant le rôle essentiel que les petites industries peuvent jouer dans le développement industriel,

Reconnaissant d'autre part la contribution importante que les petites industries pourraient apporter à l'augmentation progressive du nombre des chefs d'entreprises africains,

Ayant examiné la proposition du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique sur ce sujet, compte tenu des responsabilités générales en matière de développement,

Recommande une étude sur la possibilité de créer un institut sous-régional de développement des petites industries, dont les fonctions seraient, notamment, les suivantes :

- préparation, à la demande des gouvernements, de schémas détaillés des conditions de réalisation pour les diverses catégories de produits, conçus de telle manière que tous les pays de la sous-région puissent les utiliser;
- assistance aux gouvernements des pays de la sous-région, à leur demande, pour l'établissement de programmes relatifs aux petites industries;
- formation des cadres de direction et des chefs d'entreprises;
- diffusion des renseignements.

DEMANDE AU FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES D'UN PROJET  
SOUS-REGIONAL POUR LA MISE EN VALEUR DU GAZ METHANE DU  
LAC KIVU (RWANDA)

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Considérant la ressource naturelle que constitue pour la sous-région la partie rwandaise du dépôt de gaz méthane du Lac Kivu,

Tenant compte de l'importance de cette richesse naturelle, des utilisations multiples du gaz méthane dans de nombreuses industries, ainsi que de l'économie de devises qui résulterait pour la sous-région de l'exploitation de cette ressource naturelle,

Reconnaissant l'intérêt que cela représente pour cette partie enclavée de la sous-région particulièrement défavorisée par son éloignement de la mer,

1. Conseille que des études approfondies et détaillées soient menées pour permettre la mise en valeur rapide du gaz méthane et sa distribution dans les zones industrielles intéressées;
2. Recommande que ces travaux fassent l'objet d'un projet sous-régional introduit sans délai auprès du Fonds spécial des Nations Unies.

#### INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DU CUIVRE

#### Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

- La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,  
Tenant compte des quantités considérables de cuivre extraites de la sous-région,  
Ayant à l'esprit les résolutions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement relatives à l'exportation de produits ouvrés et mi-ouvrés en provenance des pays en voie de développement vers les pays évolués,

Considérant les résolutions déjà adoptées par la présente Conférence en vue d'une intégration économique plus étroite dans la sous-région,

1. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à charger des consultants indépendants d'entreprendre aussi rapidement que possible une étude sur la possibilité d'établir dans la sous-région une industrie de transformation du cuivre, en liaison avec les gouvernements des pays de la sous-région qui produisent du cuivre;
2. Recommande que le mandat des consultants porte non seulement sur la production du cuivre, la transformation du cuivre et la fabrication d'articles en cuivre dans la sous-région, mais aussi sur l'exportation de ces produits vers les marchés extérieurs.

ÉPARGNE INTERIEURE

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Reconnaissant les incidences financières croissantes du développement industriel,

1. Prie le Conseil des ministres intérimaire de formuler une politique destinée à encourager l'épargne intérieure;

2. Prie la Commission économique pour l'Afrique d'étudier les possibilités de favoriser un accroissement de l'épargne intérieure.

FELICITATIONS AU BUREAU DE LA REUNION SOUS-REGIONALE SUR  
LA COOPERATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'EST

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La sous-région de l'Afrique de l'est de la Commission économique

pour l'Afrique,

Consciente de la lourde responsabilité assumée par le Président de la Conférence et les Présidents des Comités dans la direction des travaux de la session,

Prenant note avec satisfaction des résultats obtenus grâce au dévouement, à la diligence et à la dignité avec lesquels les membres du bureau de la Conférence se sont acquittés de leurs fonctions,

Exprime ses chaleureuses félicitations au Président de la Conférence et aux Présidents des Comités pour les excellents résultats de leurs travaux.

FELICITATIONS AU SECRETARIAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR  
L'AFRIQUE ET AU BUREAU SOUS-REGIONAL DE L'AFRIQUE DE L'EST

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965.

La sous-région de l'Afrique de l'est de la Commission économique  
pour l'Afrique,

Considérant les efforts déployés par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et par son bureau sous-régional de l'Afrique de l'est, et les résultats positifs et concrets obtenus à la première session de la Conférence sous-régionale pour l'intégration économique de l'Afrique,

Considérant le volume de la documentation pertinente et la concision des rapports fournis aux participants à la première session,

Consciente de l'importance du travail et de la complexité des tâches affectés au secrétariat au cours de la période de recherche systématique et de dépouillement des informations relatives au développement économique de la sous-région,

Exprime ses sincères félicitations au Secrétaire exécutif, au Directeur du bureau sous-régional, aux consultants et à tous les membres du personnel, y compris les interprètes, les traducteurs, les secrétaires, les dactylographes et tous ceux qui ont participé aux travaux de la session, pour leur inlassable dévouement et leur importante contribution au succès de la session.

REMERCIEMENTS A S.E. M. KENNETH KAUNDA,  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE

Résolution adoptée par la Conférence à sa séance plénière du 2 novembre 1965

La Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

Désireuse d'exprimer sa reconnaissance à S.E. M. Kenneth Kaunda, au peuple et au Gouvernement de la Zambie pour leur chaleureuse hospitalité et pour les facilités généreusement mises à la disposition des délégués et des observateurs à la Conférence sur la coopération économique en Afrique de l'est,

1. Remercie vivement S.E. M. Kenneth Kaunda de son allocution d'ouverture, dont la hauteur de pensée a inspiré l'ensemble des travaux de la Conférence;
2. Exprime ses sincères remerciements et sa profonde gratitude à S.E. M. Kenneth Kaunda, au peuple et au Gouvernement de la Zambie pour leur généreuse hospitalité et pour le grand enthousiasme qui a caractérisé la Conférence.